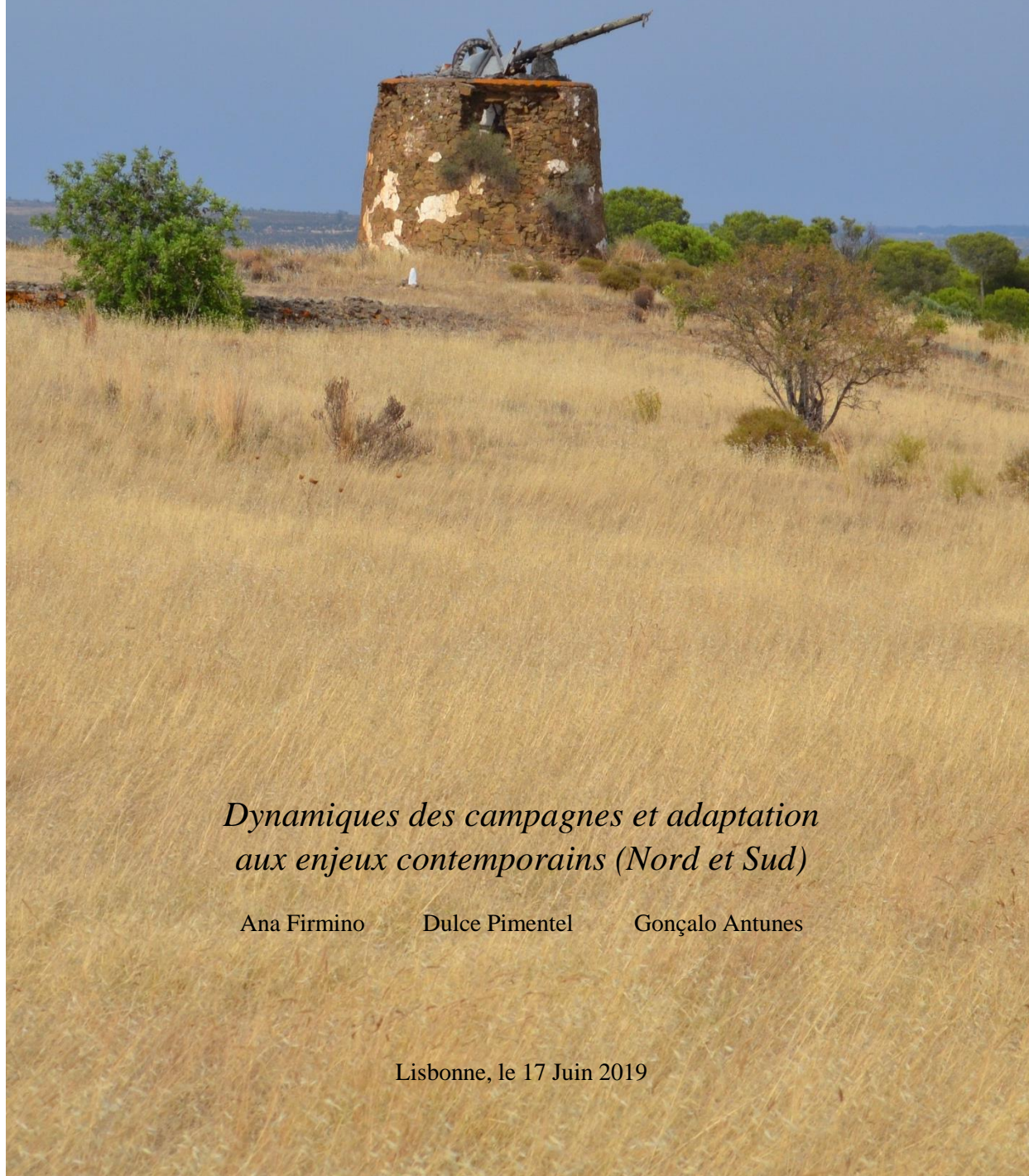


Journées Rurales de la Commission de Géographie Rurale du CNFG

Livre de Résumés



Dynamiques des campagnes et adaptation aux enjeux contemporains (Nord et Sud)

Ana Firmino Dulce Pimentel Gonçalo Antunes

Lisbonne, le 17 Juin 2019

Editors : Ana FIRMINO, Dulce PIMENTEL, Gonçalo ANTUNES

This volume contains the abstracts presented at the Colloquium « Dynamiques des campagnes et adaptation aux enjeux contemporains (Nord et Sud) » an initiative of the Commission of Rural Geography (Comité National Français de Géographie), NOVA FCSH and CICS.NOVA, held in NOVA FCSH (Lisbon), on the 17th June 2019.

Website : <http://journeesrurales2019.fcsh.unl.pt>

Quote as : Firmino, A., Pimentel, D., Antunes, G. (eds.), (2019). Journées Rurales de la Commission de Géographie Rurale du CNFG. Lisboa: NOVA FCSH.

COMITÉS

Comité d'honneur

Raquel SOEIRO de BRITO (Professeur émérite, Universidade Nova de Lisboa)
Suzanne DAVEAU (Professeur émérite, Universidade de Lisboa)

Comité scientifique

Ana FIRMINO (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)
Cecília DELGADO (CICS.NOVA, Portugal)
Christine MARGETIC (Université de Nantes, France)
Dulce PIMENTEL (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)
Francesca POGGI (CICS.NOVA, Portugal)
Laurent RIEUTORT (Université Clermont Auvergne, France)
Maria José ROXO (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)
Monique POULOT MOREAU (Université Paris Nanterre, France)
Nicolas ROUGET (Université Polytechnique Hauts-de-France)
Sékolène DARLY (Université Paris Nanterre, France)

Comité d'organisation

Ana FIRMINO (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)
Dulce PIMENTEL (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)
Gonçalo ANTUNES (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)
Sékolène DARLY (Université Paris Nanterre, France)
André SAMORA-ARVELA (CICS.NOVA, Portugal)
Francesca POGGI (CICS.NOVA, Portugal)
Cecília DELGADO (CICS.NOVA, Portugal)
Manuel Lucas ESTÊVÃO (NOVA FCSH, CICS.NOVA, Portugal)

TABLE DES MATIÈRES

APPEL À COMMUNICATIONS	6
<i>Dynamiques des campagnes et adaptation aux enjeux contemporains (Nord et Sud)</i>	6
COMMUNICATIONS PAR AXE THÉMATIQUE	8
PROGRAMME	11
<i>Les enjeux érosifs dans le vignoble patrimonial à fortes pentes de Banyuls-sur-Mer</i>	15
<i>Dynamiques agricoles contemporaines des campagnes du Douaisis et des périphéries lilloises : une géographie de la fracture ?</i>	17
<i>“Intensification” et “financiarisation” de la production laitière en Nouvelle-Zélande : quels mécanismes de développement agricole sous-jacents et quelles implications socio-économiques?</i>	19
<i>L’agriculture du littoral ivoirien face à la variabilité climatique: changement socio-environnementaux et réponses paysannes</i>	21
<i>Patrimoine et développement rural une longue histoire réinterrogée à l’aune des mutations récentes des campagnes françaises</i>	23
<i>Patrimoine, désenclavement et tourisme rural dans l’Anti-Atlas marocain</i>	25
<i>Habiter le patrimoine dans l’ancien Bagan</i>	27
<i>Produits-terroirs-paysages et développement local dans les Alpes de Haute- Provence</i>	28
<i>Le land art, nouvelle valorisation des vignobles français</i>	29
<i>Du verre au paysage : le tourisme, une chance pour la biodiversité dans le monde vitivinicole?</i>	30
<i>Naturia – strategies to promote mountain areas in Portugal</i>	32
<i>Patrimonialiser le paysage agropastoral: acteurs, enjeux et défis. Le cas du site Causses et Cévennes, Patrimoine mondial de l’Humanité</i>	33
<i>Le tourisme dans la province de Siem Riep au Cambodge: atout ou malédiction pour les espaces ruraux ?</i>	35
<i>(Re)considérer le tourisme dans les espaces ruraux</i>	36
<i>Rural space revitalization through sports activities. The Trail Running case</i>	38
<i>Inter-municipal challenges for a sustainable management: the case of sports facilities in the Tagus Valley Region</i>	39
<i>Les projets alimentaires territoriaux en France : questions autour de la relocalisation alimentaire au nom de la durabilité</i>	40
<i>Restaurer le pastoralisme autour des villes : projets d’éleveurs et d’acteurs publics locaux aux environs de Montpellier</i>	42
<i>Le foncier agricole à l’épreuve des ambitions publiques : discours et conception d’une ressource en tension dans le Nord de la France</i>	44
<i>Se loger ou se nourrir : perspectives au Nord et au Sud</i>	46
<i>Des nouvelles solutions de production d’énergie renouvelable dans le projet de développement d’Alqueva</i>	48

<i>Projeter les futurs possibles d'un territoire à partir de ses ressources : Réflexions sur une expérience pédagogique située</i>	50
<i>Life expectancy of places in rural areas. The case of Pinhal Interior Sul</i>	52
<i>Adaptations contemporaines d'une communauté ancestrale de bergers basques</i>	53
<i>Depopulation, ageing and wildfires: consequences on land use in rural Portugal</i>	55
<i>L'accès aux services dans les territoires à faible densité. Enjeux et défis dans le Baixo Alentejo (Portugal)</i>	57
<i>Intangible cultural heritage narratives in Portugal</i>	59
<i>Community-Led Local Development (CLLD) in the Portuguese rural territories: policy challenges and LAG positions</i>	60
<i>Le manioc: une culture de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire</i>	62
<i>Crise des modèles de développement agricoles en Tunisie : inégalités d'accès aux ressources agricoles et stratégies d'adaptation des exploitants agricoles dans le bassin versant de Lebna au Cap Bon</i>	64
<i>Aménagement hydro-agricole et dynamique d'un espace rural. Cas de la plaine des Chtouka (Maroc)</i>	66

APPEL À COMMUNICATIONS

Dynamiques des campagnes et adaptation aux enjeux contemporains (Nord et Sud)

Les campagnes ont été vues depuis longtemps à la fois comme des lieux idylliques et en même temps répulsifs, léthargiques, d'accès difficile, habités par des personnes pauvres, âgées, sans formation académique et plutôt conservatrices, soit le rural profond dont nous parle B. Kayser (1993). Cependant, certaines campagnes ont subi des transformations importantes à la suite d'interventions comme les campagnes du blé dans les années 1920/1930, la collectivisation des structures foncières (Drain, 1995), les politiques agricoles ou le land grabbing dans l'actualité, qui bouleversent le monde rural du point de vue environnemental, social et économique. En même temps, on assiste à de nouvelles trajectoires et de nouveaux acteurs émergent (Rouget, 2016). Il s'agit alors de repenser ces campagnes (Poulot, 2007) qui mettent souvent en valeur des produits sous signe de qualité, même si les stratégies de marketing territorial détournent souvent l'image du terroir (Margetic, 2017).

Pour autant, la détérioration de la vie dans les villes et un changement de valeurs dans la société ont entraîné un nouvel essor d'espaces ruraux redevenus attractifs, surtout pour des gens en quête de sens dans leurs vies, comme des retraités ou ces jeunes couples habitant en ville, aux revenus moyens et ayant des enfants, dont 27% d'entre eux manifestaient l'intention de s'installer dans une petite commune en France, selon une enquête de 2001 (Perrier-Cornet, 2002). De manière générale, sous leur impulsion, se diffusent de nouvelles démarches, comme la permaculture (Firmino, 2014) ou l'habitat en communautés alternatives, qui viennent s'ajouter à des modes de production agricole aussi en progression, comme l'agriculture biologique (van Dam, 2005). Cette attirance pour le rural ressort parfaitement d'une enquête Ifop (2018) réalisée pour l'association Familles Rurales qui souligne que 80% des personnes interrogées rêvent de vivre à la campagne.

L'appel à la décroissance (Latouche, 2011 ; Duverger, 2011) comme moyen d'atteindre le développement durable, pourrait aussi contribuer à une revalorisation de campagnes vues comme des espaces d'innovation, donnant lieu à de nouvelles ruralités (Rieutort, 2012).

Nous identifions donc au moins trois fonctions aux campagnes, plus ou moins imbriquées et interdépendantes, selon les lieux, relatives notamment aux ressources productives, aux espaces résidentiels et récréatifs et à la Nature qui, au XXI^e siècle constitue un enjeu particulièrement fort face aux menaces posées par le changement climatique et la destruction des paysages, et qui se présente « pleine de risques, préservée et menacée, sans cesse enrichie et altérée » (Frémont, 2002).

Cet appel à communications vous invite ainsi à réfléchir sur les dynamiques et adaptations des campagnes aux enjeux contemporains, qui sont en train de transformer cette réalité. Les sessions seront organisées en quatre sous-thèmes:

1. Agriculture, érosion et changement climatique : enjeux et perspectives

La demande croissante de produits agricoles, entraînée par l'augmentation de la population mondiale, un meilleur pouvoir d'achat et la diffusion du modèle alimentaire adopté par les sociétés développées, dans un cadre de changement climatique, posent des questions très pertinentes face à une intensification de la production agricole fondée sur des ressources rares, comme l'eau, et la fragilité de quelques territoires menacés par l'érosion et la désertification ou par les incendies de forêt.

2. Tourisme: atout ou malédiction pour les espaces ruraux ?

Le tourisme a acquis une importance particulière dans l'économie mondiale dû à son poids dans le PIB des pays et à la capacité à créer des emplois. Moteur pour le développement, il peut aussi contribuer à rompre les équilibres sociaux et/ou environnementaux à différentes échelles. Comment comptabiliser les atouts sans entraîner les maléfices, qui peuvent être associés à une exploitation très intensive des ressources touristiques ?

3. Patrimoine et valorisation des territoires

Le patrimoine est de plus en plus associé aux projets de développement régional et local. En effet, les acteurs politiques et sociaux cherchent à valoriser leurs territoires, en utilisant les ressources patrimoniales, soit naturelles ou culturelles, ce qui dépend toujours du contexte dans lequel se produit ce processus. Cet appel est adressé à ceux qui s'intéressent aux questions du patrimoine dans ces différentes dimensions, économiques, culturelles, sociales et politiques.

4. Développement durable et dynamiques des territoires ruraux

Les nouveaux défis posés à la société, comme conséquence d'une détérioration prévisible et déjà en marche des conditions de vie sur la Planète Terre, offrent de nouvelles opportunités de développement dans les territoires ruraux. Ces opportunités sont agricoles. Les projets et processus de relocalisation alimentaire par exemple contribuent à une recomposition tant des bassins de production que des filières. La production d'énergies durables se présente également comme une opportunité des plus importantes, face à la réduction prévue des combustibles fossiles, de même façon que l'utilisation des déchets de la forêt pour la production de pellets. Les campagnes sont de plus en plus reconnues comme des fournisseurs de services environnementaux, et les terres agricoles sont valorisées par la politique agricole européenne comme des puits de carbone. Où est-on en termes de développement durable ? Quelles dynamiques ou quelles démarches innovantes animent les territoires ruraux ?

COMMUNICATIONS PAR AXE THÉMATIQUE

AXE 1. Agriculture, érosion et changement climatique : enjeux et perspectives

L'agriculture du littoral ivoirien face à la variabilité climatique: changement socio-environnementaux et réponses paysannes, **Akoua A. Adaye**

Les enjeux érosifs dans le vignoble patrimonial à fortes pentes de Banyuls-sur-Mer (France), **Eric Rouvellac, Fabien Cerbelaud, Rémi Crouzevalle, Véronique Maleval**

Dynamiques agricoles contemporaines des campagnes du Douaisis et des périphéries lilloises : une géographie de la fracture ?, **Manon Tassel, Nicolas Rouget, O. Boutry, A. Fournier, L. Perette, G. Pitrel**

"Intensification" et "financiarisation" de la production laitière en Nouvelle-Zélande : quels mécanismes de développement agricole sous-jacents et quelles implications socio-économiques?, **Michaël Hugonnet**

Crise des modèles de développement agricoles en Tunisie : inégalités d'accès aux ressources agricoles et stratégies d'adaptation des exploitants agricoles dans le bassin versant de Lebna au Cap Bon, **Emna Khémiri, Irène Carpentier**

AXE 2. Tourisme: atout ou malédiction pour les espaces ruraux ?

Patrimoine, désenclavement et tourisme rural dans l'Anti-Atlas marocain, **André Humbert**

Patrimoine et développement rural une longue histoire réinterrogée à l'aune des mutations récentes des campagnes françaises, **Claire Delfosse**

Habiter le patrimoine dans l'ancien Bagan, **Shengxi Zeng**

Le tourisme dans la province de Siem Riep au Cambodge : atout ou malédiction pour les espaces ruraux ?, **Sébastien Preuil**

Produits-terroirs-paysages et développement local dans les Alpes de Haute-Provence, **Philippe Moustier**

Naturia - strategies to promote mountain areas in Portugal, **Ana Firmino, Dulce Pimentel, Francesca Poggi**

Du verre au paysage : le tourisme, une chance pour la biodiversité dans le monde vitivinicole?, **Nashidil Rouiaï**

(Re)considérer le tourisme dans les espaces ruraux, **Sébastien Rayssac, Patricia Panégos**

Rural space revitalization through sports activities. The Trail Running case, **Rui Pedro Julião, Ricardo Mendes, Marta Valente, Teresa Santos**

AXE 3. Patrimoine et valorisation des territoires

Intangible cultural heritage narratives in Portugal, **Filipa Ramalhete**

Le land art, nouvelle valorisation des vignobles français, **Sophie Lignon-Darmaillac**

Patrimonialiser le paysage agropastoral : acteurs, enjeux et défis. Le cas du site Causses et Cévennes, Patrimoine mondial de l'Humanité, **Céline Tastet**

Restaurer le pastoralisme autour des villes : projets d'éleveurs et d'acteurs publics locaux aux environs de Montpellier, **Pascale Scheromm, Lucette Laurens, C. Soulard, A. Rixen, N. Hasnaoui Amri**

Le foncier agricole à l'épreuve des ambitions publiques : discours et conception d'une ressource en tension dans le Nord de la France, **Louise Saint Hilaire, Guillaume Schmitt, Christine Margetic**

AXE 4. Développement durable et dynamiques des territoires ruraux

Se loger ou se nourrir : perspectives au Nord et au Sud, **Christine Margetic**

Les projets alimentaires territoriaux en France : questions autour de la relocalisation alimentaire au nom de la durabilité, **Monique Poulot**

Projeter les futurs possibles d'un territoire à partir des ressources: réflexions sur une expérience pédagogique située, **François Nowakowski**

Des nouvelles solutions de production d'énergie renouvelable dans le projet de développement d'Alqueva, **Manuel Estevão, Francesca Poggi, Ana Firmino**

Inter-municipal challenges for a sustainable management: the case of sports facilities in the Tagus Valley Region, **Teresa Santos, Filipa Ramalhete, Margarida Pereira**

Life expectancy of places in rural areas. The case of Pinhal Interior Sul, **Fernando Martins, Rui Pedro Julião, Nuno Pires Soares**

Adaptations contemporaines d'une communauté ancestrale de bergers basques, **Francisco Urrego**

Depopulation, ageing and wildfires : consequences on land use in rural Portugal, **Dulce Pimentel, Fernando Martins, Teresa Santos**

L'accès aux services dans les territoires à faible densité. Enjeux et défis dans le Baixo Alentejo (Portugal), **José Afonso Teixeira**

Community-Led Local Development (CLLD) in the Portuguese rural territories: policy challenges and LAG positions, **David Canaveira, Luís Moreno, Eduarda Marques da Costa**

Le manioc : une culture de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, **Akoua A. Adaye**

Aménagement hydro-agricole et dynamique d'un espace rural. Cas de la plaine des Chtouka (Maroc), **Farah Solhy, L. Ouhajou**

PROGRAMME

Lundi, le 17 juin 2019

8h45 Accueil et enregistrement des participants

Auditorium 1, NOVA FCSH | Av. de Berna, 26-C, Tour B, 1^{er} étage

9h00 Mot de bienvenue

Directeur de NOVA FCSH, **Francisco Caramelo**

Commission de Géographie Rurale du CNFG, **Christine Margetic**

Organisateur local des Journées Rurales, **Ana Firmino et Dulce Pimentel**

9h15 – 10h45

SÉANCE 1a Auditorium 1, Tour B, 1^{er} étage

Modérateurs : Christine Margetic et Ana Firmino

Les enjeux érosifs dans le vignoble patrimonial à fortes pentes de Banyuls-sur-Mer (France), **Eric Rouvellac, Fabien Cerbelaud, Rémi Crouzevalle, Véronique Maleval**

Dynamiques agricoles contemporaines des campagnes du Douaisis et des périphéries lilloises : une géographie de la fracture?, **Manon Tassel, Nicolas Rouget, O. Boutry, A. Fournier, L. Perette, G. Pitrel**

"Intensification" et "financiarisation" de la production laitière en Nouvelle-Zélande : quels mécanismes de développement agricole sous-jacents et quelles implications socio-économiques?, **Mickaël Hugonnet**

L'agriculture du littoral ivoirien face à la variabilité climatique: changement socio-environnementaux et réponses paysannes, **Akoua A. Adaye**

SÉANCE 1b Salle T5, Tour B, 2^{ème} étage

Modérateurs : Dulce Pimentel et Sophie Lignon-Darmaillac

Patrimoine et développement rural une longue histoire réinterrogée à l'aune des mutations récentes des campagnes françaises, **Claire Delfosse**

Patrimoine, désenclavement et tourisme rural dans l'Anti-Atlas marocain, **André Humbert**

Habiter le patrimoine dans l'ancien Bagan, **Shengxi Zeng**

Produits-terroirs-paysages et développement local dans les Alpes de Haute-Provence, **Philippe Moustier**

10h45 Pause-café

11h15 – 13h00

SÉANCE 2a Auditorium 1, Tour B, 1^{er} étage

Modérateurs : Monique Poulot et Yola Verhasselt

Le land art, nouvelle valorisation des vignobles français, **Sophie Lignon-Darmaillac**

Du verre au paysage : le tourisme, une chance pour la biodiversité dans le monde vitivinicole?, **Nashidil Rouiaï**

Naturia - strategies to promote mountain areas in Portugal, **Ana Firmino, Dulce Pimentel, Francesca Poggi**

Patrimonialiser le paysage agropastoral : acteurs, enjeux et défis. Le cas du site Causses et Cévennes, Patrimoine mondial de l'Humanité, **Céline Tastet**

SÉANCE 2b Salle T5, Tour B, 2^{ème} étage

Modérateurs : Ségolène Darly et André Humbert

Le tourisme dans la province de Siem Riep au Cambodge: atout ou malédiction pour les espaces ruraux?, **Sébastien Preuil**

(Re)considérer le tourisme dans les espaces ruraux, **Sébastien Rayssac, Patricia Panégos**

Rural space revitalization through sports activities. The Trail Running case, **Rui Pedro Julião, Ricardo Mendes, Marta Valente, Teresa Santos**

Inter-municipal challenges for a sustainable management: the case of sports facilities in the Tagus Valley Region, **Teresa Santos, Filipa Ramalhete, Margarida Pereira**

13h15-14h30 Déjeuner

14h45-16h15

SÉANCE 3a Auditorium 1, Tour B, 1^{er} étage

Modérateurs : Claire Delfosse et Philippe Moustier

Les projets alimentaires territoriaux en France : questions autour de la relocalisation alimentaire au nom de la durabilité, **Monique Poulot**

Restaurer le pastoralisme autour des villes : projets d'éleveurs et d'acteurs publics locaux aux environs de Montpellier, **Pascale Scheromm, Lucette Laurens, C. Souldard, A. Rixen, N. Hasnaoui Amri**

Le foncier agricole à l'épreuve des ambitions publiques : discours et conception d'une ressource en tension dans le Nord de la France, **Louise Saint Hilaire, Guillaume Schmitt, Christine Margetic**

Se loger ou se nourrir : perspectives au Nord et au Sud, **Christine Margetic**

Des nouvelles solutions de production d'énergie renouvelable dans le projet de développement d'Alqueva, **Manuel Estevão, Francesca Poggi, Ana Firmino**

SÉANCE 3b Salle T5, Tour B, 2^{ème} étage

Modérateurs : Valérie Jousseau et Sébastien Rayssac

Projeter les futurs possibles d'un territoire à partir des ressources : réflexions sur une expérience pédagogique située, **François Nowakowski**

Life expectancy of places in rural areas. The case of Pinhal Interior Sul, **Fernando Martins, Rui Pedro Julião, Nuno Pires Soares**

Adaptations contemporaines d'une communauté ancestrale de bergers basques, **Francisco Urrego**

Depopulation, ageing and wildfires: consequences on land use in rural Portugal, **Dulce Pimentel, Fernando Martins, Teresa Santos**

L'accès aux services dans les territoires à faible densité. Enjeux et défis dans le Baixo Alentejo (Portugal), **José Afonso Teixeira**

16h15 Pause-café

16h45 – 18h30

SÉANCE 4a Auditorium 1, Tour B, 1^{er} étage

Modérateurs : Lucette Laurens et Nicolas Rouget

Intangible cultural heritage narratives in Portugal, **Filipa Ramalhete, Teresa Santos, Nuno Pires Soares**

Community-Led Local Development (CLLD) in the Portuguese rural territories: policy challenges and LAG positions, **David Canaveira, Luís Moreno, Eduarda Marques da Costa**

Le manioc : une culture de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, **Akoua A. Adaye**

Crise des modèles de développement agricoles en Tunisie : inégalités d'accès aux ressources agricoles et stratégies d'adaptation des exploitants agricoles dans le bassin versant de Lebna au Cap Bon, **Emna Khémiri, Irène Carpentier**

Aménagement hydro-agricole et dynamique d'un espace rural. Cas de la plaine des Chtouka (Maroc), **Farah Solhy, L. Ouhajou**

18h30 Clôture

Directeur du CICS.NOVA, Centre Interdisciplinaire de Sciences Sociales, **Luís Baptista**

Commission de Géographie Rurale du CNFG, **Christine Margetic**

Organisateur local des Journées Rurales, **Ana Firmino et Dulce Pimentel**

18h40 AG de la Commission de géographie rurale du CNFG

20h00 Dîner de gala

Restaurant de l' Hotel Continental | Rua Laura Alves, 9 Lisboa

De 18 à 22 juin 2019

Sortie de terrain: Haut et Bas Alentejo et l'Algarve (Portugal): *Tradition et innovation dans un territoire menacé par la désertification*

***Les enjeux érosifs dans le vignoble patrimonial à fortes pentes de Banyuls-sur-Mer
(France)***

Eric Rouvellac, Fabien Cerbelaud, Rémi Crouzevalle, Véronique Maleval

Éric Rouvellac, Pr géographie
Fabien Cerbelaud, ASI, Rémi Crouzevalle, IE, Véronique Maleval, Mcf géographie
Université de Limoges, UMR CNRS 6042 GEOLAB
Faculté des lettres et des sciences humaines
39^E, rue Camille Guérin, 87036 Limoges cedex, France
eric.rouvellac@unilim.fr

Notre contribution s'intègre dans l'axe 1 du colloque : Agriculture, érosion et changement climatique, enjeux et perspectives, et aussi secondairement dans l'axe 2 : Patrimoine et valorisation des territoires.

Dans le vignoble de Banyuls-sur-Mer, au sein des Pyrénées orientales françaises, la prise en considération d'une nature totalement transformée par l'homme, où les terroirs sont désormais artificiels par le jeu des terrasses et des fossés recueillant l'eau pour lutter contre l'érosion, nous fait prendre conscience du rôle de cette dernière dans un contexte paysager et patrimonial particulier. Nous nous intéressons aux dynamiques paysagères du vignoble, (Rouvellac, 2013 ; Delay, 2015 ; Rouvellac et alii, 2018). Nous sommes à présent en train d'entreprendre une étude quantitative et qualitative de l'érosion des sols dans ce vignoble à très fortes pentes. Pour cela nous sommes en relation avec les services de la Chambre d'agriculture des Pyrénées Orientales et nous nous appuyons sur la technologie développée grâce à un drone. Depuis 2017, grâce à des survols réguliers de parcelles expérimentales gérées par le Groupement de Développement Agricole (GDA) du Cru Banyuls, nous élaborons des modèles numériques de terrains qui, comparés entre eux au fil du temps, permettent de calculer le volume de particules érodées, emportées par l'eau et les fortes pentes. De plus, le bassin versant élémentaire formé par les parcelles concernées a été équipé de deux bassins de rétention des sédiments érodés pour étudier qualitativement la nature de ces particules. L'érosion des sols viticoles est un sujet d'étude récurrent, (Michel, 1960, Viguié, 1993, Galéa et al., 1995, Alcaraz, 1997, Marre, 1998, Ballif, 1999, Herbreteau et alii, 2003, Léonard et al., 2004, Andrieux, 2006, Fox et alii, 2006, Antoni et alii, 2006, Brenot et alii, 2007, Garcia et alii, 2007, Delanoue, 2017, Follain et alii, 2018, etc...).

Mais la technologie amenée par le drone et les possibilités d'évaluations précises des volumes érodés par un calcul différentiel entre deux modèles numériques de terrain élaborés au cours du temps est une avancée importante dans ce domaine. Nous sommes désormais en mesure de communiquer sur les premiers résultats concernant le volet quantitatif de nos recherches. Cette recherche doit aboutir à définir des scénarii possibles d'évolutions paysagères dans le contexte d'un vignoble très patrimonial grâce à ces aménagements anti érosifs, très prisé pour ces paysages depuis l'école impressionniste de

Collioure au XIXe siècle. Un contexte historiquement touché par l'érosion et la concurrence avec les activités balnéaires, mais aussi plus récemment par le défi de remplacer les produits phytosanitaires encore très utilisés pour désherber les sols. Ceci amènera, avec une population d'exploitants en grande majorité pluriactifs et âgés, à des transformations importantes dans de moyens termes.

Références bibliographiques

- Alcaraz F., 1997, Feixes, agouilles et peus de gall : le dispositif anti érosion du vignoble de Banyuls. Étude des pratiques d'entretien des terrasses de culture. Montagnes méditerranéennes, n°5, 21-26.
- Andrieux P., 2006, Effets des pratiques culturales sur le ruissellement et l'érosion. Vigne, sol et environnement, une rencontre profession-recherche en Languedoc-Roussillon (Montpellier 2006). www.monpellier.inra.fr/vignesolenv/actes/ANDRIEUX.pdf.
- Antoni V. et alii, 2006, modélisation de l'aléa érosif des sols en contexte méditerranéen à l'aide d'un Référentiel Régional Pédologique au 1/250 000 et confrontation aux enjeux locaux, Étude et Gestion des Sols, Volume 13, 3, 201-222.
- Ballif J.L., 1999, Ruissellement et érosion en Champagne sur sols de vignes et de cultures, observations, mesures, prévisions et remèdes, Edition Johanet, Paris, 158p.
- Brenot J. et alii, 2007, Soil degradation caused by a high-intensity rainfall event: implications for medium-term soil sustainability in Burgundian vineyards, doi: 10.1016/j.catena.2007.09.007.
- Delanoue G., 2017, Érosion des sols viticoles et impact sur la physiologie de la vigne, gestion durable des sols dans un contexte d'agroécologie, 2017, 19-23.
- Follain S. et alii, 2018, Érosion des sols viticoles et adaptation aux changements : vulnérabilité, diagnostic et stratégie d'adaptation. De l'adaptation des pratiques à la réorganisation des vignobles, Revue des Œnologues et des Techniques Vitivinicoles et Œnologiques, Union nationale des œnologues France Bourgogne-Publications, 2018, 12-15, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01894637>.
- Fox D. et alii, 2006, Étude et cartographie de l'érosion des sols dans un vignoble du sud-est de la France. Étude de géographie physique, n°XXXIII, 23-32.
- Garcia J.P. et alii, 2007, Érosion des sols viticoles par les événements orageux (Vosne-Romanée) : quels risques pour le futur? Réchauffement climatique, quels impacts probables sur les vignobles ? 28-30 mars 2007, 1-10, https://chaireunesco-vinetculture.u-bourgogne.fr/colloques/actes_clima/Actes/Article_Pdf/Garcia.pdf
- Herbreteau V. et alii, 2003, Évaluation de la sensibilité à l'érosion des zones viticoles. Influence des pratiques culturales (exemple du Fronsadais), LARGE, ENITA de Bordeaux, 2003, 31-38.
- Léonard M. et al., 2004, Relation entre érosion hydrique et système de production en moyenne montagne méditerranéenne : exemple du vignoble sur le bassin versant du Gazel (Ardèche méridionale - France) Bulletin du Réseau Érosion, 478-488, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01569845v1>
- Marre A., 1998, Rythmes et bilan de l'érosion en domaine méditerranéen – extrait de l'érosion entre nature et société, coordonné par Y. Veyret, Paris, SEDES. Dossiers d'images économiques du monde, n°22, 221-235.
- Michel A., 1960, La forte pluviosité de l'automne 1959 à Banyuls, conséquences sur l'érosion des sols, Revue forestière française, n°4, 257-266.
- Viguié J.M., 1993, Mesure et modélisation de l'érosion pluviale : application au vignoble de Vidauban (Var). Thèse de doctorat, Université Aix-Marseille 3, 335p.

Dynamiques agricoles contemporaines des campagnes du Douaisis et des périphéries lilloises : une géographie de la fracture ?

M. Tassel, N. Rouget, O. Boutry, A. Fournier, L. Perette, G. Pitrel

MCF Univ. Polytechnique Hauts-de-France
nicolas.rouget@uphf.fr

Depuis le début des années 2000, des échelons politiques infranationaux s'affirment dans le champ des politiques agricoles : ce que Udo Bullmann (1997) appelle le « troisième niveau » – né d'« une évolution par laquelle les politiques publiques seraient transférées progressivement au niveau [...] régional dans une régression des compétences des États-nations » (Perraud, 2001). Phénomène concomitant à une remise en cause marquée de la Politique Agricole Commune, par son incapacité à répondre à la demande (voire l'injonction) sociétale en matière de préservation des ressources naturelles, des paysages, de l'emploi en milieu rural, mais aussi de sécurité et qualité alimentaire, de bien-être animal ou encore d'animation des territoires ruraux ; les Régions paraissent plus à même d'orienter l'action vers la recherche de solutions efficaces, aptes à considérer les affects de la société autant que les spécificités du territoire qu'elles administrent. D'autant qu'elles ont progressivement bénéficié de compétences importantes en matière de politique agricole ; dans leur financement, leur définition, comme dans leur mise en œuvre. Aussi les Régions se saisissent-elles, de façon encore très hétérogène et à travers des partenariats divers, de la question agricole, alimentaire et environnementale.

La Région des Hauts-de-France, qui n'échappe pas à la tendance, formule un appel à projets intitulé « Systèmes agricoles et environnement » afin d'étudier la faisabilité d'un autre modèle de production. Dans ce cadre, le projet de recherche « Agriculture et Proximité, gouvernance alimentaire et Territoires (AProTer) » (2018-2020), porté par l'Université Polytechnique Hauts-de-France, associe des équipes pluridisciplinaires de recherche (économistes, sociologues et géographes des universités de Valenciennes, de Lille et de Nantes), deux intercommunalités (la Métropole Européenne de Lille et la Communauté d'Agglomération du Douaisis), ainsi que l'association Terres en ville. Ce programme de recherche questionne le lien entre agriculture, alimentation et environnement dans le but d'enrichir la réflexion sur la relocalisation et la transition des activités de production alimentaire.

Comment, dès lors, les collectivités territoriales contribuent-elles à la mise en œuvre d'une « transition » du modèle de production agricole – d'autant plus dans un territoire fortement marqué par un bassin traditionnel agroindustriel ? L'application du discours politique est-elle à l'origine, à l'échelle des exploitations, de dynamiques et de stratégies ? Les travaux de recherche entamés dans le cadre d'« AProTer » permettent déjà de donner quelques éléments de réponse ou pistes de réflexion. En particulier grâce au travail d'enquête mené auprès des travailleurs agricoles dans les campagnes du Douaisis, qui

dresse un état des lieux des systèmes de production agricoles et de mise en marché, selon une grille de lecture dont l'objectif est une mise en regard des dynamiques les plus contemporaines avec, à l'amont, les discours et politiques de promotion d'une relocalisation alimentaire, et à l'aval, les pratiques et attentes des populations résidentes.

On observe que les intercommunalités constituent désormais un « quatrième niveau », plus exposé que la politique de la Région (ou « cinquième » si l'on considère le département en filigrane puisqu'il s'agit encore de l'échelon principal de déconcentration du Ministère de l'Agriculture et de décision publique en matière d'équipement rural et de foncier agricole). Elles ont en effet construit leur propre discours politique et affichent distinctement leur parti pris pour une agriculture « bio et locale », quitte à se montrer très critique vis-à-vis des agricultures « conventionnelles », avec les conséquences que cela peut avoir dans leur relation aux agriculteurs. Plutôt que d'apparaître comme le moteur de ruptures propices à une transition du modèle agricole territorial, ce 4^e niveau d'action publique ne serait-il pas surtout en train de dessiner une géographie de la fracture ? Fracture entre les modèles de production, en opposant les agriculteurs bio aux agriculteurs conventionnels ; fracture entre une agriculture de territoire qui cherche à valoriser les circuits courts et une agriculture de circuits longs à l'export (notamment avec les cultures traditionnelles de pomme de terre ou de betterave et leur insertion dans des filières agro-industrielles) ; mais aussi plus globalement, fracture entre les agriculteurs et les structures qui encadrent l'agriculture (organismes de contrôles, établissements de gestion foncière et en première ligne, les représentants politiques eux-mêmes, toutes échelles confondues) ; enfin, fracture d'une gouvernance « multi-niveaux » entre les échelons territoriaux. En appréhendant, à travers ces enquêtes, l'ensemble des trajectoires contemporaines agricoles dans le Douaisis, en en décryptant les facteurs, on constate que la véritable impulsion de la « transition agricole » n'est autre que celle initiée par les agriculteurs eux-mêmes ; déjà en mouvement, portés sans doute davantage par l'évolution même des marchés que par les discours émis depuis la ville.

“Intensification” et “financiarisation” de la production laitière en Nouvelle-Zélande : quels mécanismes de développement agricole sous-jacents et quelles implications socio-économiques?

Mickaël Hugonnet

Doctorant AgroParisTech (UMR-Prodig) au moment de la réalisation des travaux présentés dans cette communication, sous la direction de Sophie Devienne.

La production de lait en Nouvelle-Zélande s’est fortement accrue depuis 1990, passant de 7.5 millions de tonnes par an à 21 millions en 2016. Cette augmentation a d’abord résulté d’une « intensification » des systèmes laitiers et d’un recours de plus en plus important aux intrants, alors même que la Nouvelle-Zélande a longtemps fait figure de référence en matière de systèmes laitiers herbagers économes en intrants. L’accroissement de la production laitière néo-zélandaise depuis 1990 est également la conséquence d’investissements massifs de capitaux extérieurs dans le secteur laitier, lesquels ont permis le développement de cette production sur l’île Sud du pays, où elle était jusqu’alors quasi absente. Ceci témoigne d’une tendance à la « financiarisation » de la production de lait en Nouvelle-Zélande (Isakson, 2014).

Cette communication présente les principaux résultats d’un travail de thèse conduit entre 2014 et 2018, visant à expliciter les mécanismes de développement agricole sous-jacents à ces évolutions et à en apprécier les conséquences socio-économiques (Hugonnet, 2018). Cette recherche a mobilisé le cadre théorique de l’Agriculture comparée, et a reposé sur un important travail de terrain conduit à l’échelle de deux petites régions agricoles représentatives des dynamiques à l’oeuvre.

Ce travail montre que les systèmes herbagers ont été la réponse des éleveurs laitiers néo-zélandais à un contexte économique difficile après-guerre, caractérisé par un faible prix du lait et un prix des intrants élevé. Leur remise en cause depuis 1990 résulte à la fois d’un contexte économique plus favorable, mais aussi de la libéralisation de l’économie néo-zélandaise amorcée en 1984. Pour autant, l’analyse économique montre que les systèmes herbagers économes en intrants demeurent performants en matière de création de richesses ; sont plus favorables que les autres au maintien de l’emploi agricole ; et sont plus résilients face aux aléas économiques (Hugonnet et Devienne, 2017).

Le contexte économique et la libéralisation de l’économie néo-zélandaise sont également déterminants pour expliquer les processus de « financiarisation » de la production laitière actuellement à l’oeuvre. Nos travaux mettent en exergue la complexité de ce phénomène et montrent que différentes phases d’investissements de capitaux se sont succédées au cours du temps, impliquant à chaque fois des investisseurs au profil et aux logiques d’investissement contrastées. L’analyse économique montre que les systèmes financiarisés n’entraînent pas une plus grande création de richesse, mais conduisent à ce que celle-ci soit inégalement répartie, les investisseurs en captant l’essentiel. Elle met

également en évidence la grande fragilité de ces investissements, dans la mesure où leur rentabilité est conditionnée à l'obtention d'un prix du lait satisfaisant, à une évolution favorable des prix du foncier et à un accès gratuit et quasi illimité à l'eau d'irrigation.

Ces résultats interrogent quant à la durabilité des processus de développement agricole actuellement à l'oeuvre dans le secteur laitier néo-zélandais.

Bibliographie sommaire :

Hugonnet, M., 2019, Transformations des systèmes de production du lait en Nouvelle-Zélande : perte d'autonomie des systèmes fourragers et financiarisation, Thèse de doctorat, 677 pages

Hugonnet, M., Devienne, S., 2018, « Systèmes laitiers herbagers en Nouvelle-Zélande : perte d'autonomie et nouvelles logiques de développement agricole », Fourrages, n°323, pages 309-320

Isakson, R., 2014, « Food and Finance: the Financial Transformation of Agro-Food Supply Chains », The Journal of Peasant Studies, vol. 41, n° 5, pages 749-775

L'agriculture du littoral ivoirien face à la variabilité climatique: changement socio-environnementaux et réponses paysannes

Akoua Assunta Adaye

Enseignant-Chercheur, Maître-Assistant,
Institut de Géographie Tropicale (IGT),
Université Félix Houphouët-Boigny, Cocody,
Abidjan (Côte d'Ivoire)
adayeakoua@yahoo.fr

Les menaces liées à la variabilité climatique et à la dégradation de l'environnement du littoral ivoirien sont de nature à porter atteinte à l'agriculture. Ces dernières décennies, l'agriculture du littoral ivoirien est très affectée par plusieurs facteurs dont la surexploitation des terres agricoles liée à la croissance démographiques et à l'urbanisation et aux effets du changement climatique, du fait de la baisse de la pluviométrie. Ce changement a des impacts négatifs sur les activités quotidiennes des paysans. Même s'ils sont moins prononcés ou visibles qu'en zone Nord de la Côte d'Ivoire, région de savane, ils ont tout de même engendré des mutations socio-environnementales considérables. Celles-ci partent de l'inadéquation entre les calendriers météorologiques et les saisons culturelles. Selon la Direction Météorologique Nationale (DMN, 2012), la saison des pluies s'est raccourcie en moyenne de 10 à 27 jours sur le littoral avec un retard de démarrage de deux semaines en moyenne. Cette inadéquation pose un réel problème au niveau des productions agricoles, d'autant plus qu'en règle générale, l'agriculture dans les pays en voie de développement est fortement tributaire des conditions climatiques. Toutefois, assurer la sécurité alimentaire et de meilleures conditions de vie des populations rurales demeurent des enjeux fondamentaux de l'adaptation aux impacts des changements climatiques sur l'agriculture. Cette situation si préoccupante a conduit progressivement les populations rurales du littoral ivoirien à faire évoluer leurs pratiques de gestion du milieu et leurs régimes alimentaires.

Ce présent article, en s'appuyant d'une part sur des données météorologiques (la pluviométrie, la température et la durée de l'ensoleillement) et d'autre part sur des données optiques et empiriques se propose d'analyser les effets de la variabilité climatique sur l'agriculture du littoral ivoirien et les stratégies d'adaptation mises en place par les paysans, pour y faire face.

Mots clés : littoral ivoirien, variabilité climatique, données optiques, changements socio-environnementaux, réponses paysannes.

BIBLIOGRAPHIE

- Badolo M., 2011, Etude exploratoire de modèles d'agriculture en réponse aux changements du climat au sahel, Notes de recherche de l'IAVES, No. 1, Catégorie 1 : Gouvernance et changement climatique, 8 p.
- Badolo M., Compaoré S., 2012, Indicateurs pour le développement de capacités de réponse aux changements climatiques dans le secteur de l'électricité au Burkina Faso, Notes de recherche de l'IAVS, No.4, Catégorie 1 : Gouvernance et changement climatiques, 10 p.
- BOAD, 2010, changement climatique et sécurité alimentaire dans la zone UEMOA. Défis, impacts, enjeux actuels et futurs. Rapport final, 90 p.
- Brou T.Y., 1997, Analyse et dynamique de la pluviométrie en milieu forestier ivoirien : recherche de corrélations entre les variables climatiques et les variables liées aux activités anthropiques. Thèse de Doctorat 3^{ème} cycle, Abidjan, IGT, 210 P.
- Brou Y.T., 2005, Climat, mutations socio-économiques et paysages en Côte d'Ivoire, Université des Sciences et Technologies de Lille, Mémoire de synthèse des activités scientifiques, HSM, IGT, 226 p.
- Léonard E, Oswald M. Une agriculture forestière sans forêt. Changement agro-écologiques et innovations paysannes en Côte D'Ivoire. Nat Sci Soc 1996 ; 4 : 202-16.

Patrimoine et développement rural une longue histoire réinterrogée à l'aune des mutations récentes des campagnes françaises

Claire Delfosse

Université de Lyon2/Laboratoire d'Etudes rurales

Dans un contexte de profondes mutations sociétales et rurales, notamment celles des structures de gestion de l'espace rural et des conditions de développement rural, il convient de réinterroger l'évidence patrimoniale qui s'était affirmée dans les années 1980-1990. En effet, dans les années 1980-1990, le patrimoine constituait un volet important du développement local ; des associations patrimoniales ont même été à l'origine de mouvement locaux de développement local. Les Parcs Naturels régionaux (PNR), les Ecomusées et des acteurs de l'éducation populaire, notamment les Foyers ruraux ont pu être les initiateurs et les moteurs de cette mobilisation du patrimoine dans le développement local. La valorisation des paysages ruraux, des produits de terroir, de l'architecture rurale dans les années 1990 ainsi que les savoir-faire qui les supportaient ont ainsi été reconnus comme des éléments du patrimoine rural et comme des ressources du développement local dans le rapport Chiva par exemple (1994)¹. Ces éléments et notamment les produits ont été des supports d'évènement festifs suscitant du lien social et même des liens ville-campagne contribuant ainsi à l'attractivité du rural. D'autres acteurs et procédures ont ainsi été développées comme les Centres Culturels de rencontre et surtout les pays d'art et d'histoire.

Toutes ces structures et acteurs sont en crise aujourd'hui face à l'évolution des budgets publics et des priorités données en termes de développement local. L'évolution des programmes Leader en constitue un exemple. Si les premières générations mettant en avant le patrimoine et la culture, le dernier programme a d'autres priorités. L'évolution des périmètres des intercommunalités depuis début 2017 réinterroge également ceux des PNR et des Pays d'art et d'histoire (PAH). L'attention forte portée depuis deux ans à la culture en milieu rural, et notamment aux arts vivants, tend à faire oublier le patrimoine ou du moins à mettre au second plan ses valeurs et surtout ses acteurs.

Enfin, les attentes des habitants du rural, y compris de ces habitants non permanents que sont les touristes et les citadins qui y viennent le week-end, semblent moins porter sur la mise en valeur du patrimoine ou du moins sur d'autres types de patrimoine que les grandes catégories définies en 1994. Toutefois, des acteurs comme les Centres culturels de rencontre, qui ont un volet patrimonial, ont depuis ces dernières années une injonction forte de s'investir dans le développement local des territoires où ils sont localisés.

¹ L'évolution de ce que l'on qualifie de patrimoine rural a été telle qu'elle a fait l'objet d'un rapport au ministère de la Culture en 1994 : Isac Chiva, 1994, *Une politique pour le patrimoine culturel rural*, Paris, Mission du patrimoine ethnologique.

L'affirmation de l'importance du patrimoine immatériel par l'Unesco peut aussi intervenir dans les modes de valorisation du patrimoine en milieu rural, sans oublier les nouvelles pratiques du développement qui mettent en avant la participation.

Dans ce contexte, comment a évolué le rôle des acteurs du patrimoine en milieu rural en particulier les PNR ? Quel type de patrimoine est considéré comme une ressource pour le développement local ? Et quels sont les types d'action mises en valeur ? Comment les nouvelles agglomérations issues de la loi NOTRe s'emparent-elles du patrimoine rural ?

Cette communication s'appuie sur des travaux menés depuis plusieurs années sur la valorisation du patrimoine rural, et plus récemment, sur une enquête portant sur les politiques et actions culturelles et patrimoniales mises en œuvre dans la région Auvergne-Rhône-Alpes. Un focus sera effectué sur cette région, sans que notre propos y soit limité. Elle s'appuiera aussi sur les liens que nous avons auprès des PNR, des Centres culturels de rencontre et des PAH.

Les principaux résultats montrent que le patrimoine et les acteurs patrimoniaux sont fragilisés ces dernières années. Mais que de nouveaux types de patrimoine sont valorisés ou revalorisés comme la biodiversité domestique et le patrimoine alimentaire notamment. Des actions visant à la participation des habitants est aussi expérimentée. De même nous avons pu constater que le patrimoine peut faire l'objet de « mise en culture ». Nous assistons à un tournant : « l'évidence patrimoniale » n'est plus si évidente. Toutefois, de nouvelles formes de mise en valeur et de nouveaux patrimoine sont valorisés. Enfin les « zonages » patrimoniaux sont en cours de redéfinition face aux nouveaux découpages territoriaux et aux nouvelles relations ville-campagne.

Patrimoine, désenclavement et tourisme rural dans l'Anti-Atlas marocain

André Humbert

Professeur émérite de géographie
 Université de Lorraine (Nancy)
 andrehumbert@aol.com ou tapisvolant4@gmail.com

Dès le Protectorat, le Maroc a connu une fréquentation touristique non négligeable mais, jusqu'à la fin du XXe siècle, les visiteurs étrangers se sont surtout intéressés au patrimoine urbain des « cités impériales », tandis que quelques foyers, comme Agadir, attiraient les amateurs de bains de mer et surtout de soleil hivernal. Or, le Maroc possède une incroyable richesse patrimoniale aussi bien naturelle que culturelle dans ses campagnes, surtout dans ses montagnes atlasiques. Le Haut-Atlas est déjà connu par quelques hauts lieux que les tours opérateurs livrent, marginalement, aux touristes depuis Marrakech ; mais, à quelques exceptions près, les richesses de toute sorte que recèle le long bourrelet montagneux de l'Anti-Atlas sont ignorées. Cette montagne a été le siège d'une société d'agriculteurs qui ont modelé ses versants et l'ont dotée d'un habitat aux annexes parfois monumentales. Ces terres marginalisées par l'exode des hommes sont restées fermées jusqu'à une époque très récente. Elles s'ouvrent maintenant grâce aux routes goudronnées qui forment un réseau aux mailles de plus en plus serrées, mais aussi grâce au téléphone portable et même à Internet. Pourtant, dans une grande partie du massif, les équipements d'accueil touristique font encore défaut. Ce retard au développement a des causes diverses qui seront évoquées dans cette communication.

La réflexion et l'argumentaire développés dans cette communication puisent l'information dans une intense fréquentation du terrain pendant les trente dernières années pour l'encadrement de doctorants marocains et des recherches personnelles. L'intimité acquise avec ces campagnes m'a donné accès à leurs richesses patrimoniales. L'inventaire établi a été aussi facilité par de nombreuses campagnes (13) d'observations aériennes conduites par moi-même avec l'appui du Comité Mixte Interuniversitaire Franco-Marocain.

Publications récentes de l'auteur en relation avec le thème de la communication.

2009, "Potencialidades para un turismo sostenible en el Marruecos meridional", *Geographicalia*, n° 2, p.5-36.

2012, "Les terroirs irrigués en Occident méditerranéen. Observations d'héritages agraires.", *Les Cahiers de la Villa Kérylos*, n° 23, 2012, pp. 334-361.

2013 « L'agadir des Issendalène à Oumsdikt : un patrimoine en ruines », in Mohamed Aït Hamza et Herbert Popp (édit.), *Les igoudar : un patrimoine culturel à valoriser*, Rabat, Publications de l'Institut Royal de la Culture Amazighe, série colloques et séminaires, n° 30, pp. 155-173.

2014, « Patrimoine hydraulique agricole marocain et tourisme culturel », in B. El Fasskaoui et A. Kagermeier (édit.), *Patrimoine et tourisme culturel au Maroc*, Meknès, Publications de la Faculté des Lettres, Université Moulay Ismaïl, pp. 76-85.

2016, avec H. Popp, L'Anti-Atlas, une montagne marocaine méconnue. Découverte d'un riche patrimoine, Rabat, Institut Royal de la Culture Amazighe, 238 p., plus de 170 photos aériennes obliques en couleur
2018, « Paisajes patrimoniales leídos desde el aire » dans F. Molinero et J. Tort, Paisajes patrimoniales de España, Madrid, Gobierno de España, p. 67-106

Habiter le patrimoine dans l'ancien Bagan

Shengxi Zeng

Doctorant de Géographie à Paris 1, laboratoire EIREST

La question de la préservation du patrimoine qui est chère à notre époque, un monument peut être habité de différentes manières, que cela soit par des habitants ou de manière métaphorique par une légende ou par un personnage qui a marqué l'histoire de ce lieu.

Notre recherche présente le site archéologique d'Asie du Sud-Est au travers de cette idée d'« habiter le patrimoine »², pour analyser l'ancien Bagan, capitale du premier royaume 1 de la Birmanie, offre au regard un panorama de milliers de pagodes et temples bouddhistes, elle est considérée comme un grand potentiel classé à l'UNESCO en 2019.

Habiter le patrimoine de Bagan nous montre non seulement la vie quotidienne des habitants, mais aussi leur réaction et les changements pendant le processus de patrimonialisation du site, dès lors qu'il apparaît clairement que la référence au patrimoine est devenue une modalité importante pour légitimer une appropriation de l'espace.

Si ce site est classé dans la liste de l'UNESCO, l'élaboration d'un projet de sauvegarde opérationnel sera toujours difficile pour plusieurs raisons. D'une part, l'utilisation des terres pour le tourisme provoque la délocalisation de la population. D'autre part, même si la rénovation laisse place à la construction patrimoniale et mémorielle, les mémoires populaires sont largement occultées par l'appropriation concrète et symbolique de ce patrimoine.

La patrimonialisation est devenue le support de nouvelles formes d'appropriation de l'espace et par là même, de légitimation des groupes sociaux. (Candau, 1998)³ Cette recherche met en évidence la patrimonialisation de l'urbain à partir des dispositifs censés encadrer le devenir du patrimoine dans les villes et qui se confronte aux logiques de développement urbain. Ce regard permet de voir un pays qui se cherche, oscillant entre bouddhisme et capitalisme, la tradition et la modernité, l'identité et le territoire, la mémoire et l'histoire.

² Maria Gravari-Barbas, 2005, *Habiter le patrimoine : Enjeux, approches, vécu*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 618P

³ Joël Candau, 1998, *Mémoire et identité*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 232.

Produits-terroirs-paysages et développement local dans les Alpes de Haute-Provence

Philippe Moustier

Agrégé et docteur en géographie, chercheur associé à l'UMR 7303 TELEMMe, Aix Marseille Univ., CNRS, Aix-en-Provence, France

Le département des Alpes de Haute-Provence, une terre de contrastes, est constitué de deux entités. A l'ouest un ensemble de plateaux, bassins et collines, traversé par le sillon durancien et dominé au nord par la montagne de Lure. A l'est s'étalent la moyenne et la haute montagne des Alpes du Sud au relief cloisonné rendant la circulation difficile. Le climat méditerranéen, plus frais qu'en Basse Provence, se dégrade à l'approche des montagnes.

C'est un territoire grandement rural, même si depuis un quart de siècle l'axe de la Durance est affecté par la métropolisation d'Aix-Marseille. Dans la région de Manosque, cet apport de population est renforcé par la construction d'ITER. Ce département accueille de nombreux touristes de part la richesse des paysages naturels et cultivés, les sites connus, l'excellent ensoleillement, les équipements (stations de ski, lac de Sainte-Croix...) et d'autres aménités rurales.

La diversité des terroirs permet de disposer de toute une palette de productions agricoles (plus d'une centaine), plusieurs sont devenues emblématiques : lavande-lavandin, huile d'olive, amande, agneau de Sisteron, fromage de Banon, petit épeautre, miel, truffe... Les agriculteurs se sont aussi mobilisés depuis le milieu des années 1990 pour développer les signes officiels de qualité liés à un territoire. Cinq AOC/AOP et neuf IGP sont aujourd'hui présentes. Nombre de ces productions ont débouché sur des projets territoriaux dépassant le strict cadre agricole.

Comment le triptyque produits-terroirs-paysages est-il devenu au fil des ans un facteur de développement local (valorisation des productions, ateliers de transformation, tourisme) ? A côté des agriculteurs, quels autres acteurs (chambres consulaires, collectivités, entreprises ...) ont joué un rôle pour faire connaître les produits ou fédérer les initiatives ? Cette dynamique touche-t-elle de façon uniforme l'ensemble du territoire des Alpes de Haute-Provence ? C'est à l'ensemble de ces questions que nous tenterons de répondre.

Le land art, nouvelle valorisation des vignobles français

Sophie Lignon-Darmaillac

Maitresse de conférences - HDR
Université de Sorbonne, Paris

Nous nous interrogerons sur l'influence du land Art, d'origine Nord-américaine, sa place dans les vignes californiennes. Un modèle du winetourism pour l'oenotourisme français? Nous établirons un panorama du land art français, les différents aménagements suscités par l'essor de l'oenotourisme en France. Quelles formes prennent ces musées de plein air? Quels sont leurs enjeux? Il y a t'il valorisation ou non, des ressources naturelles, économiques et sociales des vignobles concernés? Quelle place occupent ces installations dans l'attraction touristique des exploitations viticoles concernées?

Méthodes et terrains et les principaux résultats.

2 terrains bordelais seront privilégiés: le château d'Arsac en Médoc et le château Smith Haut Lafitte dans l'appellation Pessac Léognan,. Après avoir décrits les réalisations, nous tenterons d'établir leurs effets sur la fréquentation des propriétés viticoles et leur effet d'entraînement pour l'oenotourisme de leurs régions. Cette étude reposera sur un travail de terrain, d'entretiens, de cartographie, sur l'analyse de l'évolution des « Best of wine" Bordeaux: catégorie Art et culture et parcs et jardins.

Du verre au paysage : le tourisme, une chance pour la biodiversité dans le monde vitivinicole?

Nashidil Rouiaï

Chercheuse post-doctorale à l'École Supérieure d'Agriculture d'Angers.
Laboratoire Grappe (INRA, ESA)

La perte de biodiversité est un enjeu planétaire. En Europe et en Asie centrale, 42% des animaux terrestres ont disparu ces 10 dernières années et selon le rapport de mars 2018 de l'IPBES, 38 à 46% des espèces pourraient avoir disparues d'ici 2050 si l'on suit les courbes actuelles d'extinction de masse des animaux, des plantes et des champignons. En France, la diminution de la biodiversité et la perturbation des services éco-systémiques qu'elle entraîne est particulièrement visible dans les milieux ruraux et particulièrement dans les territoires agricoles. Entre 1989 et 2017, la population des oiseaux communs en France métropolitaine a diminué de 33% pour les espèces des milieux agricoles, contre 30% pour les espèces des milieux bâtis et 3% pour les espèces des milieux forestiers. Si l'on affine ces données, on s'aperçoit que la viticulture a un impact fortement négatif sur ces espèces et sur la biodiversité en général. Non seulement la viticulture est une monoculture qui, par essence, minimise la compétition entre les plantes et par conséquent appauvrit la diversité du vivant, mais cette perte de biodiversité et cette réduction des habitats naturels sont d'autant plus visibles dans les espaces viticoles que les vignerons s'attèlent à limiter la propagation d'une importante partie du vivant qui entoure la vigne et bride son développement : plantes adventices (mauvaises herbes), insectes ravageurs, champignons, etc. Pourtant la viticulture répond aux mêmes exigences que tous les écosystèmes. Or plus un écosystème est complexe, plus le nombre d'espèces qui interfèrent est élevé et plus les populations sont stables.

Face à ce constat, le monde viticole est en train d'évoluer. Mues notamment par des enjeux réglementaires, par la pression médiatique concernant l'usage important des pesticides dans les vignes, par celle des consommateurs plus attentifs aux enjeux sanitaires et environnementaux, les pratiques vitivinicoles connaissent une adaptation à ces nouveaux enjeux et à ces nouvelles attentes. De nombreuses initiatives sont mises en place à l'échelle individuelle et dans le cadre de stratégies collectives afin de promouvoir des pratiques valorisant de manière directe ou indirecte la biodiversité dans les vignobles. Du replantage de haies, à l'installation de nichoirs à oiseaux et à chauve-souris en passant par l'enherbement entre les rangs de vignes, la plantation d'arbres fruitiers dans la vigne, l'installation de ruches, l'introduction d'espèces animales sur les parcelles, comme les moutons en sortie d'hiver, les initiatives sont nombreuses et leur objectif est double. D'une part dans la perspective d'une culture moins gourmande en pesticides ces actions diversifient l'écosystème et participent à le réguler. D'autre part ces initiatives peuvent être valorisées auprès du consommateur et notamment dans le cadre de la vente directe et du développement des offres oenotouristiques.

Nous proposons dans cette communication de montrer comment, au coeur des territoires viticoles, les enjeux liés à la biodiversité, au terroir, au paysage et au tourisme sont intimement liés. Nous montrerons notamment comment la qualité du paysage devient un prolongement ou une preuve s'il en est de la qualité du produit, constituant une opportunité pour la biodiversité. Manifestation visuelle du terroir, le paysage est un support important de valorisation pour le vin. À l'inverse, une dégradation du terroir mise en évidence par une dénaturation du paysage engendre, par extension, une détérioration de la perception de l'image du vin.

En prenant socle sur un travail de terrain que nous menons sur le sujet dans le vignoble du Val de Loire, nous proposons d'illustrer ce propos et de développer cette analyse dans le cadre de cette communication.

Naturia – strategies to promote mountain areas in Portugal

Ana Firmino, Dulce Pimentel, Francesca Poggi

am.firmino@fesh.unl.pt; dpimentel@fesh.unl.pt; f.poggi@fesh.unl.pt
Universidade Nova de Lisboa, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, CICS.NOVA
Av. de Berna, 26-C, 1069-061 Lisboa, Portugal

Mountain areas are often remote and scarcely populated, with few young people, job opportunities as well as investment. Notwithstanding they offer a real potential to promote these areas as places of well-being and sharing Nature learning, as taught by Cornell (2014) thus contributing to raise awareness to a different behavior among people who accept to “tune in to the healing energies of Earth” (Simpson, 2000:132).

Shinrin-yoku (Forest Bathing) was first used by the Japanese as a marketing strategy to bring people to visit the forests and is today a scientifically documented therapy that helps stressed people gaining balance and joy to live. This article focuses on strategies to create jobs and attract people to densely afforested mountain areas, as it is the case of Pampilhosa da Serra, in Central Portugal, our case study. This area was terribly affected by the wildfires in 2017, however its political decision-makers heavily bet on forest and tourism, as it was clear in the recent Tourism Fair of Lisbon (13-17th Mars 2019), promoting “Naturia” and the quality of its natural resources.

We base our argumentation on literature review and direct knowledge of the study area, as well as suggested therapies and learning methods.

The main results are raising awareness to the advantages of the healing biotopes in the region, attracting potential visitors, and promoting “flow learning” as a sharing Nature learning system, and forest therapies such as Shinrin-yoku, to empower marginal territories by creating job opportunities and thus counterbalance the asymmetries between littoral and peripheral areas.

References

- Cornell, J. (2014). *The Sky and Earth touched me*, Crystal Clarity Publishers, Nevada City, USA.
- Firmino, A. (2007). *Organic Gardens: healing biotopes towards sustainability*, in Bryant, C. et al Editors, *Quality Agriculture: Historical Heritage and Environmental Resources for the Integrated Development of Territories*, Brigati, Genova.
- Hansen, M.; Jones, R.; Tocchini, K. (2017). *Shinrin-Yoku (Forest Bathing) and Nature Therapy: A State-of-the-Art Review*. *International Journal of Environmental Research and Public Health*, 2017, Aug. 14(8): 851.
- Holloway, J. (2003). *Spiritual embodiment and sacred rural landscapes*, in Cloke, P., *Country Visions*, Pearson, Prentice Hall, Essex, p. 158 – 177.
- Miyazaki, Y. (2018). *Shinrin-yoku*, Albatroz, Porto.
- Simpson, L. (2000). *The Healing Energies of Earth*, Gaia Books Limited, London.

***Patrimonialiser le paysage agropastoral: acteurs, enjeux et défis. Le cas du site
Causses et Cévennes, Patrimoine mondial de l'Humanité***

Céline TASTET

Doctorante en géographie et anthropologie
EA EIREST, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne,
UMR EAE, Muséum national d'Histoire Naturelle
Entente Interdépartementale des Causses et des Cévennes
celine.tastet@fulbrightmail.org
+337.83.31.37.74

« On ne va tout de même pas inscrire des moutons au Patrimoine mondial ! » Ainsi m'est relatée la réaction du Ministère de la Culture français à la candidature du site Causses et Cévennes par une ancienne cadre du Ministère de l'Environnement. Pourtant, au prix d'une dizaine d'années de débats et de procédures, ce vaste territoire du sud du Massif Central se voit reconnaître en 2011 une Valeur Universelle Exceptionnelle basée sur des critères culturels. Il rejoint ainsi la catégorie des paysages culturels et est censé ouvrir la voie à de nouvelles inscriptions de ce type autour de l'arc méditerranéen. La reconnaissance accordée à ce territoire rural est cependant le fruit d'une plus longue histoire : celle de la légitimation des pratiques d'élevage (Lepart, Marty & Rousset, 2000) et de l'évolution des regards sur les paysages agricoles qui en sont issus (Bonniol, 2005).

Opérée par des acteurs politiques et des experts, la démarche d'inscription au Patrimoine mondial agit ici comme double processus : une « mise en cohérence » d'éléments hétérogènes, servant à articuler un nouveau récit paysager basé sur une unité culturelle du monde agricole ; une « mise en énigme » (Heinich, 2008) du paysage, c'est-à-dire qu'on lui attribue un sens qui dépasse sa compréhension immédiate. Le substrat naturel, créé dans l'interaction entre les milieux et les pratiques agropastorales, devient alors ressource symbolique mobilisée à des fins touristiques, politiques, économiques, sociales...

En m'appuyant sur de nombreux entretiens collectés dans le cadre de ma recherche doctorale en géographie et ethnologie, je décrypterai les conditions d'émergence du patrimoine agricole des Causses et des Cévennes : entre légitimation des pratiques agricoles, opportunité créée par les institutions patrimoniales, et volonté politique de développement local par le tourisme. Dans un second temps, j'interrogerai les manières dont cette inscription est aujourd'hui mobilisée par les différents acteurs agricoles et touristiques afin de répondre aux enjeux socio-économiques actuels. Enfin, mon travail de terrain me permettra également de mettre en lumière des divergences dans les valeurs associées aux éléments patrimoniaux de ce territoire rural dans un contexte où les paysages agropastoraux sont soumis à de multiples changements.

Mots-clés : Paysage culturel, Patrimoine mondial, agropastoralisme, patrimoine rural.

BONNIOL Jean-Luc, L'invention d'un territoire et sa confrontation aux limites administratives. Le cas des Grands Causses, 2005.

HEINICH Nathalie, « Ce que fait l'interprétation. Trois fonctions de l'activité interprétative », Sociologie de l'Art, 2008/3

LEPART Jacques, MARTY Pascal, ROUSSET Olivier, « Les conceptions normatives du paysage. Le cas des Grands Causses », Nature Sciences Sociétés, 2000.

PRIGENT Lionel, « Le patrimoine mondial est-il un mirage économique ? Les enjeux contrastés du développement touristique », Téoros, n°30, 2011.

- « L'inscription au Patrimoine Mondial de l'UNESCO, les promesses d'un label ? », Revue internationale et stratégique,

Le tourisme dans la province de Siem Riep au Cambodge: atout ou malédiction pour les espaces ruraux ?

Sébastien Preuil

Docteur en géographie

La province de Siem Reap qui était auparavant très rurale comme dans l'ensemble du Cambodge, est devenue en quelques décennies extrêmement dépendante du secteur touristique via la présence des temples d'Angkor, site classé au patrimoine de l'UNESCO. Il résulte ainsi un très fort développement urbain et une transformation du paysage rural. Les prix des terrains devenant trop onéreux et les opportunités à trouver un travail mieux rémunéré ailleurs étant nombreuses, les agriculteurs sont tentés à quitter leurs terres et leurs activités afin de trouver un emploi ayant un lien direct ou indirect avec l'industrie du tourisme (conducteurs de Tuk Tuk ou travail dans la construction par exemple). A première vue le développement du tourisme semble donc une malédiction plus qu'un atout pour les espaces ruraux de cette province. Pourtant lors de nos recherches doctorales nous avons constaté que le développement du tourisme pouvait très bien se coupler avec le développement rural, cela de différentes manières. D'une part et paradoxalement via ce même tourisme de masse qui nécessite de nourrir les visiteurs, donc de favoriser la production locale de denrées alimentaires, mais également via l'émergence d'un tourisme plus responsable notamment via l'apparition du tourisme rural qui valorise auprès des visiteurs le mode de vie traditionnel dans la campagne khmère ainsi que le patrimoine vernaculaire. En effet, nombreux sont les visiteurs après avoir visités les temples d'Angkor à vouloir aller au-delà des veilles pierres et de découvrir ce Cambodge rural qu'ils ont entraperçu de leur Tuk-tuk au cours de leur visite des célèbres temples. Les acteurs du tourisme et autres ONG ont bien compris cette demande et organisent depuis quelques années des séjours chez l'habitant dans des villages non loin de la ville de Siem Reap avec maintes activités à la clé à l'instar de la conduite de chariots à bœufs ou le repiquage du riz en saison.

Cette proposition de communication est donc en relation avec nos travaux de thèse sur le tourisme et le développement dans la province de Siem Reap où nous avons constaté à la suite de différents entretiens avec les acteurs du tourisme et du monde rural de la région que le tourisme pouvait être à la fois une chance comme une malédiction pour le développement rural. Après avoir démontré que le développement du tourisme peut effectivement affecter en mal le monde rural, nous analyserons pour ce colloque international quelques-uns des différents projets de développement rural en relation avec le tourisme aux effets positifs proposés aussi bien par des ONG, des particuliers ou des structures étatiques à l'image de l'autorité APSARA en charge de la gestion du parc d'Angkor. Le but de cette communication est de démontrer dans un pays en développement comme le Cambodge l'ambivalence du tourisme qui peut être à la fois un outil destructeur comme salvateur pour le monde rural.

(Re)considérer le tourisme dans les espaces ruraux

Sébastien Rayssac, Patricia Panégos

LISST-Dynamiques Rurales (UMR-CNRS 5193)
Université Toulouse - Jean Jaurès
rayssac@univ-tlse2.fr
patricia.panegos@univ-tlse2.fr

Phénomène social, culturel et économique, le tourisme ne cesse d'imprégner les espaces ruraux européens. Sans doute la situation n'est-elle pas la même dans toute l'Europe, mais cette réalité contrastée génère les mêmes craintes qui font notamment peser sur la ruralité des risques clairement identifiés autour de la mobilisation et de la gestion des ressources (Perrier-Cornet, 2002).

En France, le tourisme a longtemps été l'un des grands oubliés des politiques d'aménagement rural (Merlin, 2006). Objet désormais promu par les politiques publiques de la ruralité, il constitue une clé de lecture indispensable pour comprendre l'évolution des espaces ruraux.

Ses effets sur la vie sociale, l'emploi et l'économie rurale, méritent aujourd'hui d'être reconsidérés pour de nombreux territoires fragiles qui peinent à conserver des services publics (Taulelle, 2017) essentiels pour les sociétés locales. Son rôle de médiateur (Rayssac, 2007) dans l'économie rurale lui confère une place prépondérante qui conditionne bien souvent l'évolution générale de ces territoires ruraux.

En questionnant le tourisme au cœur de l'action collective, c'est bel et bien une grille d'analyse qui est proposée des ruralités contemporaines, qui se veulent à la fois inventives pour penser les projets hors des périmètres institués ou plus agiles lorsqu'il s'agit de générer des systèmes de coopération plus opératoires.

Adossée à un programme de recherche sur la revitalisation contemporaine des itinéraires jacquaires (GéoCompostelle), cette réflexion se construit à partir de l'analyse de discours et grâce à un dispositif d'enquête initié depuis 2018 en région Occitanie.

Orientations bibliographiques

- KAYSER B. (dir.) (1993), Naissance de nouvelles campagnes, éditions de l'Aube, Paris, 174 p.
PERRIER-CORNET P. (dir.) (2002), Repenser les campagnes, bibliothèque des territoires, éditions de l'Aube – DATAR, La Tour d'Aigues, 282 p.
MARGETIC C., ROTH H., POUZENC M. (dir.), 2017. Les campagnes européennes : espaces d'innovation dans un monde urbain, coll. Ruralités Nord-Sud, Presses Universitaires du Midi, Toulouse, 222 p.
MERLIN P. (2006), Le tourisme en France. Enjeux et aménagements, coll. Carrefours, Ellipses, Paris, 159 p.
RAYSSAC S. (dir.) (2017), Cheminements, tourisme et gouvernance territoriale, Revue Sud-Ouest Européen, Presses universitaires du Midi, Toulouse, p. 124.

RAYSSAC S. (2007), *Tourisme et devenir des territoires ruraux. Jeux d'acteurs, discours et requalifications de la ruralité dans trois Pays du sud-ouest français*, Thèse de doctorat en Géographie et Aménagement, Université de Toulouse, Institut Daniel Faucher, 2 volumes, 615 p.

TAULELLE (dir.) (2017), *Services publics et territoires. Adaptations, innovations et réactions*, coll. *Espaces et territoires*, Presses Universitaires de Rennes - PUR, Rennes, 254 p.

Rural space revitalization through sports activities. The Trail Running case

Rui Pedro Julião, Ricardo Nogueira Mendes, Marta Valente, Teresa Santos

Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais (CICS.NOVA), NOVA FCSH

rpj@fcs.unl.pt,
rnmendes@fcs.unl.pt
marta.valente7@gmail.com
teresasantos@fcs.unl.pt

Trail Running according to International Trail Running Association is a pedestrian race in a natural environment that during last decade has emerged as one of the most popular outdoor sports, creating a so called Trail Running boom. Portugal also adhered to this global phenomena, particularly in the last decade.

In Associação Trail Running Portugal (ATRP) 2017 calendar are 68 races in 35 events, to which other races were associated adding up to 130 races with more than 35.000 participants. However, the global dimension for 2017 was 354 events and about 700 races, spread all over the Portuguese mainland territory.

This paper provides an analysis of the trail running races geographic distribution, considering also the enrolled participant figures and some data about natural preservation areas. It is also made a more detailed analysis of a race held in Proença-a-Nova municipality. This is a small municipality located in a rural region of the interior of Portugal. The achieved results highlight the strong growth in races and participants, which has the double effect of increasing pressure on potentially sensitive areas, but at the same time creating an opportunity to attract interest in rural areas, enhancing their values and resources.

Inter-municipal challenges for a sustainable management: the case of sports facilities in the Tagus Valley Region

Teresa Santos, Filipa Ramalhete, Margarida Pereira

Teresa Santos¹, Filipa Ramalhete², Margarida Pereira³

¹²³ CICS.NOVA Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais, NOVA FCSH, Portugal

² CEACT/UAL – Centro de Estudos de Arquitetura, Cidade e Território da Universidade Autónoma de Lisboa

¹ teresasantos@fcs.unl.pt; ²framalhete@autonoma.pt; ma.pereira@fcs.unl.pt³

In the last decades, municipalities reinforced its responsibilities in terms of spatial planning and the provision of basic services to the population. The improvement of the access network and socio-economic patterns have altered the citizens' field of action, with access to goods and services less confined to the limits of a single municipality. As increasingly complex interdependencies tend to affect the effectiveness and efficiency of some policies, inter-municipality gains increasing relevance, and can be seen in two perspectives: (1) in the organization of peoples' life in multi-scalar logic; (2) as a form of territorial governance, involving the cooperation of several actors, where municipalities assume an anchor role. The inter-municipality theoretical field has its roots on the assumption that territorial dynamics are growingly complex and that many issues transcend geographic or political borders. If, in urban areas, the need for inter-municipality is a result of urban sprawl, in low-density rural territories, the municipalities face different challenges, linked to demographic and mobility specificities which constraint an efficient and integrated inter-municipal action.

Our research is part of a broader project - ASSIM – Activating Service-Sharing at Inter-municipal scale - that concerns the optimization of Lisbon and Tagus Valley Region's (LTV) municipal sports facilities' occupation, based on inter-municipal management potential. The diversity of demographic and socioeconomic dynamics present in this territory (due to the fact that the region has 52 municipalities, includes a Metropolitan Area and three medium and low density territories Inter-Municipal Communities), allows for an accurate typification of a wide range of situations. We will present a compared analysis of these territorial contexts, regarding their legal competences and potentials to promote a shared and sustainable management of the existing resources and facilities among contiguous municipalities or showing strong interdependencies.

Les projets alimentaires territoriaux en France : questions autour de la relocalisation alimentaire au nom de la durabilité

Monique Poulot

Université Paris Nanterre
UMR LAVUE

La relocalisation alimentaire s'impose aujourd'hui dans les discours environnementaux portés tant par les scientifiques que par les associations ainsi que par nombre d'édiles aux différentes échelles. Après la reterritorialisation agricole (Rieutort, 2008), elle est présentée comme la solution aux maux urbains de crises alimentaires et de mal bouffe (Steel, 2009 ; Zukin, 2009) et au-delà aux maux de la planète en matière environnemental, invoquant les kilomètresalimentaires, la consommation des sols et l'empreinte écologique (Grolleau et al., 2010). Elle est l'avenir de la ville durable avec les projets alimentaires territoriaux.

Ces projets alimentaires territoriaux ont vu le jour en France en 2014 et s'intègrent dans le programme alimentaire national voté en 2010 et appelé à être dupliqué à différentes échelles, de la région aux communautés d'agglomération ou de communes. Ils se doivent d'être « élaborés de manière concertée avec l'ensemble des acteurs et répondent à l'objectif de structuration de l'économie agricole et de mise en oeuvre d'un système alimentaire territorial. Ils participent à la consolidation de filières territorialisées et au développement de la consommation de produits issus de circuits courts, en particulier relevant de la production biologique » (art. 39). Deux grandes vagues d'appels ont déjà eu lieu et près de 300 territoires se sont lancés dans la démarche, plus ou moins fédérés en un réseau national des PAT.

Mon objectif est de dresser un premier bilan des PAT : quelle géographie ? quels porteurs quelles actions ? quelles limites ? Surtout il s'agira à partir de l'exemple de deux collectivités (la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise et le pays Casteroussin)⁴ de réfléchir aux enjeux de durabilité portés par ces projets. L'essentiel des actions envisagées reste l'allocation de nouveaux agriculteurs sur des terres communales dans le cadre d'appels d'offre et de convention d'intégration avec la ville et le développement de la restauration collective. Nous reviendrons sur l'allocation de terres, notamment à Cergy-Pontoise qui offre un exemple intéressant de terres communales importantes (les anciennes terres de la ville nouvelle) allouées jusqu'alors en baux précaires et que la CA envisage comme un moyen de recoudre les liens avec le monde agricole encore marqué par le zadage des villes nouvelles et d'aller vers un nouveau contrat avec la grande culture. Qu'est-ce que cela signifie sachant que de tels projets de relocalisation sont rares ? Nous évoquerons en second lieu les difficultés d'intégration de certains consommateurs dans

⁴ Nous avons accompagné ces deux collectivités dans le cadre d'ateliers de masters.

ces démarches à partir de ces deux exemples : si les associations sont présentes, les communautés « ethniques » et/ou les populations les plus pauvres ne sont pas entendues ou considérées. L'objectif d'intégration dans le PAT de Cergy d'aliments ethniques- soit de cultures ethniques- constituera le second axe de l'exposé sachant que la totalité ne peut être produit sur place. Cela nous conduira à interroger une forme de mise en tension du durable et de l'équitable -dans sa version commerce équitable dans ses PAT, bref à une dimension sociale de la durabilité qui peine à être reconnue.

Restaurer le pastoralisme autour des villes : projets d'éleveurs et d'acteurs publics locaux aux environs de Montpellier

P. Scheromm, L. Laurens, C. Soulard, A. Rixen, N. Hasnaoui Amri

UMR Innovation, INRA, Cirad, SupAgro, Université de Montpellier, 2 place Viala, 34060 Montpellier cedex

La reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation est aujourd'hui à l'agenda des collectivités locales, aux échelles communales et intercommunales. Elle donne lieu à une multiplication d'initiatives de développement d'agricultures écologisées, dont le pastoralisme. Considéré comme trop peu productif comparé aux systèmes d'élevage intensifs, ce dernier a peu à peu été abandonné au cours des dernières décennies, en particulier dans les zones périurbaines sous influence de la croissance urbaine. Une réémergence récente y est cependant observée, impulsée par une diversité d'acteurs publics et privés autour d'enjeux à la fois environnementaux, alimentaires, et territoriaux (Sonkin et Treakle, 2017 ; Delfosse et al., 2016, 2018).

Cette communication propose d'étudier les conditions du retour du pastoralisme dans et par la ville, en plaçant le focus sur la double dynamique de l'implication d'acteurs publics locaux et d'éleveurs à la recherche de nouvelles terres (Dupré et al., 2017). Dans l'aire urbaine de Montpellier, des élus, aux échelles communales et intercommunales, soutiennent l'activité de pastoralisme dans le cadre du nouvel intérêt des acteurs politiques pour la reterritorialisation de l'agriculture et de l'alimentation, ou encore pour la gestion des espaces urbains par l'écopaturage (Darly, 2014). Par ailleurs, des structures gestionnaires de l'environnement le mobilisent pour gérer les ressources végétales et garder les milieux ouverts dans un objectif de protection de la biodiversité. Ces différents types d'initiatives restent encore peu documentés. Quels sont les acteurs impliqués, comment s'emparent-ils de l'idée de pastoralisme, dans quels objectifs, pour quels besoins ? Quels types d'action mettent-ils en œuvre pour assurer son redéploiement ? Au travers de quelques exemples d'initiatives menées par des acteurs publics locaux dans l'aire urbaine de Montpellier, nous montrons que la volonté publique de redéployer le pastoralisme dans les aires urbaines opère sur un registre de motivations et de moyens dépendants du profil des acteurs à l'origine de l'initiative, et des évolutions de contexte. Ce redéploiement implique la mise à disposition de foncier, la maîtrise d'une connaissance technique des systèmes pastoraux et la capacité de mettre en œuvre une réflexion réunissant les acteurs urbains et/ou de l'environnement et les éleveurs. Nous montrons également que le pastoralisme reste un métier vivant. Si les éleveurs présents sur le territoire sont parfois héritiers d'une exploitation familiale, ils peuvent aussi être à l'initiative de l'installation. Quels obstacles rencontrent-ils et comment interfèrent-ils avec les acteurs publics ? L'analyse de ces initiatives met en évidence les défis auxquels sont confrontées les pratiques d'élevage pastoral en milieu urbain.

Références

- Darly S., 2014, Des moutons dans la ville : quelles externalités environnementales des pratiques d'élevage ovin en milieu urbain ? *Pour*, 224 (4), 285-290.
- Delfosse, C., Dumont, B., & Hostiou, N. (2016). Villes et espaces périurbains: lieux de nouvelles relations entre l'élevage et la société. *Pour* 231 (3), 193-202.
- Delfosse, C., Dumont, B., & Hostiou, N. (2018). Des services contrastés rendus par l'élevage dans les espaces urbains et périurbains européens. *L'élevage en Europe: une diversité de services et d'impacts: INRA Productions Animales* 04/17 vol 30, 30(4), 395-406.
- Dupré, L., Lasseur, J. & Sicard, J. (2017). Production sociale de l'herbe et inscription territoriale des éleveurs ovins pastoraux des Alpes du Sud. *Espaces et sociétés*, 170(3), 157-172.
- Sonkin F. et Treacle J. (2017). Institutionalising agroecology? Reflections on municipal pastoralism in Spain. *Urban Agriculture magazine* (33). In *Urban Agroecology*, Ruaf ed., 58-60.

***Le foncier agricole à l'épreuve des ambitions publiques : discours et conception
d'une ressource en tension dans le Nord de la France***

Louise Saint Hilaire, Guillaume Schmitt, Christine Margetic

Louise de La Haye Saint Hilaire, IGE, Université Polytechnique Hauts-de-France
louise.dsh@gmail.com

Guillaume Schmitt, Maître de conférences en Géographie, laboratoire CALHISTE (EA4343),
Université Polytechniques Hauts-de-France
guillaume.schmitt@uphf.fr

Christine Margetic, Professeure en Géographie, laboratoire ESO-Nantes (UMR 6590),
Université de Nantes
christine.margetic@univ-nantes.fr

Dans un contexte de demandes de relocalisation alimentaire, le foncier agricole apparaît comme une ressource mobilisable pour la mise en place d'un « foncier alimentaire de proximité » impliquant une conception et une gestion renouvelée (Baysse-Lainé, 2018).

A partir d'un travail d'enquête qualitative (entretiens semi-directifs) auprès d'une vingtaine d'acteurs publics dans une approche multiscalaire – communes, intercommunalités, Départements, organismes spécialisés (SAFER, chambre d'agriculture), Région, services de l'État – et d'une analyse de documents d'urbanisme (Scot et PLU), la recherche menée aspire à représenter les discours et actes souvent divergents de la gestion publique du foncier agricole.

Au-delà des dynamiques de relocalisation alimentaire – fonction de production – les espaces agricoles connaissent des fonctions relatives « [...] aux espaces résidentiels et récréatifs et à la Nature ». Le foncier agricole est ainsi envisagé pour sa potentielle multifonctionnalité dans un paradigme post-matérialiste (Margetic et alii., 2016) que nous interrogeons au prisme des fonctions et valeurs portées sur le foncier agricole par les acteurs publics qui l'encadre.

La question de la conciliation des usages est particulièrement prégnante dans les territoires fortement urbanisés et soumis à une pression foncière importante. Les terrains d'étude, métropole de Lille et agglomération de Douai, sont traversés par des dynamiques d'étalement urbain pour des fonctions résidentielles et économiques qui questionnent le volontarisme politique des collectivités territoriales dans une région aux taux de chômage importants. Dès lors le paradigme agro-industriel (Margetic et alii., 2016) associé à un changement de destination des terres agricoles en vue d'une nouvelle activité économique (impliquant une artificialisation) semble toujours intégré aux discours de certains acteurs.

Les premiers résultats donnent à lire des dissonances entre politiques et entre acteurs et une certaine immobilité voire une paralysie des démarches en faveur de la préservation des espaces agricoles dans certains territoires du Nord. En parallèle, le gel de l'étalement urbain (Schmitt et alii., 2018) par injonction étatique et pour la protection de la ressource

en eau favorise une dynamique nouvelle et offre des opportunités pour des projets de développement communaux différenciés (champs captant, MEL et création d'un PAEN).

Bibliographie :

Margetic C., Rouget N., Schmitt G., « Le foncier agricole à l'épreuve de la multifonctionnalité : desseins environnementaux et alimentaires dans les métropoles lilloise et nantaise », *Norois*, n°241, 2016/4, pp. 87-104.

Baysse-Lainé A., *Terres nourricières ? La gestion de l'accès au foncier agricole en France face aux demandes de relocalisation alimentaire : enquêtes dans l'Amiénois, le Lyonnais et le sud-est de l'Aveyron.*, Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Lyon, 2018, 489 p.

Schmitt G., Rouget N., Franchomme M., « D'un foncier consommé à une réintégration des terres agricoles. Le cas de la métropole lilloise », *Études rurales*, Vol. 201, 2018/1, pp. 166-191.

Se loger ou se nourrir : perspectives au Nord et au Sud

Christine Margetic

UMR ESO, Université de Nantes

En empruntant un chemin sur lequel vous n'aviez pas roulé depuis longtemps, surgit une nouvelle route, un nouveau lotissement, un nouveau hangar, posé là sans que vous ne vous en soyez vraiment rendu compte. Après tout pourquoi pas, me direz-vous ? Les ressources sont disponibles, la modernité avance, c'est dans le cours des choses.

Mais à bien y réfléchir, il y avait quelque chose là avant, à cet endroit. Mais on n'y voyait pas beaucoup d'action après tout. Et personne ne semble s'en être plaint. Ces champs servent-ils d'ailleurs encore à quelque chose ? Au Nord, les rayons des supermarchés sont pleins ; les stocks variés et de qualité tournent de plus en plus rapidement. La diversité des aliments provenant du monde entier est à la portée de tout consommateur. Il n'a qu'à choisir. Au Sud, l'autosuffisance alimentaire progresse et les villes s'étendent.

Dans les campagnes, de réelles tensions existent entre ces deux fonctions antagonistes de cette ressource territoriale, entre « se loger » (source d'un étalement urbain) et « se nourrir » (priviliégiant le rôle nourricier du foncier). C'est ce clivage qui sera mis en perspective avec des exemples pris en France et en Côte d'Ivoire et au Sénégal, et qui interroge sur la pérennité du foncier agricole au regard de la stratégie des agriculteurs d'une part, des acteurs politiques d'autre part.

De manière générale, les réponses apportées divergent. Au Nord, diverses politiques sont initiées visant un « zéro artificialisation » des sols alors que les pouvoirs publics sont plutôt absents au Sud. On peut résumer cette opposition par un accent mis sur le potentiel à bâtir au Nord, contre l'entrée par la sécurisation foncière au Sud. Pour autant, partout les terres agricoles reculent, fruit de la primauté accordée à l'installation de nouvelles populations.

Bibliographie

- Bertrand, N., Melot, R. (2016), Terres agricoles au Nord et au Sud. Quelles transformations pour l'action publique ?. *Economie rurale*, 353-354, p. 3-8.
- Brondeau, F. (2014), Comment sécuriser l'accès au foncier pour assurer la sécurité alimentaire des populations africaines : éléments de réflexion, *VertigO*, 14(1), 10.4000/vertigo.14914.
- Duvernoy, I., Paradis, S. (2016), Les producteurs de grandes cultures dans le périurbain toulousain. Quelle insertion dans les territoires de la demande urbaine ?. *Cyberge*, DOI : 10.4000/cyberge.27478.
- Jarrige, F., Napoleone, C. (2015), Comment maintenir des activités agricoles durables face à la pression d'urbanisation ? Une politique locale à l'épreuve dans le Vaucluse, in Vianey, G., Requier-Desjardins, M., Paoli, J.-C. (dir.), *Accaparement, action Publique, stratégies individuelles et ressources Naturelles : regards croisés sur la course aux terres et à l'eau en contextes méditerranéens*, Montpellier, CIHEA, p. 325-338.

Perrin, C. (2013), Regulation of Farmland Conversion on the Urban Fringe : From Land-Use Planning to Food Strategies. Insight into Two Case Studies in Provence and Tuscany, *International Planning Studies*, vol. 18, n° 1, p. 21-36.

Poulot, M. (2012), Le développement rural au Sud et au Nord : enjeu d'une géographie rurale "indifférenciée", in Madeline, P. (dir.), *Géographie rurale et interdisciplinarité*, Caen, Presses universitaires de Caen, p. 23-43.

Des nouvelles solutions de production d'énergie renouvelable dans le projet de développement d'Alqueva

Manuel Estevão, Francesca Poggi, Ana Firmino

Manuel Lucas Estêvão, Phd student, CICS.NOVA - Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais, Av. de Berna, 26-C, 1069-061 LISBOA – Portugal; mlestevao@gmail.com
Francesca Poggi, Researher, CICS.NOVA - Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais, Av. de Berna, 26-C, 1069-061 LISBOA – Portugal; f.poggi@fcs.unl.pt
Ana Firmino, Full Professor, CICS.NOVA - Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais, Av. de Berna, 26-C, 1069-061 LISBOA – Portugal; am.firmino@fcs.unl.pt

L'utilisation du système d'irrigation du projet hydro-agricole d'Alqueva, dans la région d'Alentejo (Portugal) implique une consommation énergétique élevée, ayant un coût financier d'environ 92 millions d'euros (en 2016). L'objet de cette étude porte sur l'analyse du modèle de production d'énergie renouvelable mis en œuvre par EDIA - Société de Développement et d'Infrastructures d'Alqueva, S.A, composé de 5 mini-centrales hydroélectriques et 4 petites installations photovoltaïques, avec un accent tout particulier sur la production innovante et expérimentale en utilisant des panneaux photovoltaïques flottants.

La littérature scientifique (Sahu, 2016; Ahlert, 2017; Costa, 2017; Perez et al., 2018) fait référence aux principales avantages de cette technologie: l'exposition des panneaux au soleil est plus élevée et l'effet de réflectivité de l'eau peut augmenter le rayonnement diffus; et pour les inconvénients environnementaux: les restrictions ou l'aménagement de l'espace occupé par des structures, en ce qui concerne la pêche, la navigation, les usages sportifs et ludiques; l'ombrage provoqué dans la masse d'eau par les structures flottantes modifiera la biodiversité locale; le passage de courants électromagnétiques élevés peut également avoir des effets négatifs; et les structures flottantes provoquent des modifications de l'habitat.

Afin d'identifier et de caractériser de manière systématique les contraintes, les capacités et le potentiel d'installation de cette technologie dans le réservoir d'Alqueva, cette étude s'appuie sur une méthodologie qualitative basée sur la consultation d'une bibliographie spécialisée ainsi que l'analyse d'un projet pilote: la petite centrale photovoltaïque installée dans le réservoir Cegonha (São Matias, Beja) qui associe la technologie des panneaux photovoltaïques à celle des plates-formes flottantes et dispose d'une unité de stockage d'énergie de 44 panneaux photovoltaïques flottants, basés sur une plate-forme de 120m². L'étude de cette technologie montre les opportunités dans les domaines technique, environnemental et économique des projets hydro-agricoles capables d'utiliser l'énergie renouvelable comme une nouvelle ressource pour le développement durable des zones rurales.

Mots-clés: Développement durable, énergies renouvelables, Alqueva project, panneaux photovoltaïques flottants, mini-hydro

Références

- Ahlert, V. S. C. (2017). Aplicação de sistemas fotovoltaicos em reservatórios de hidrelétricas – Estudo de caso em uma hidrelétrica brasileira. Rio de Janeiro: Universidade Federal de Rio de Janeiro – Escola Politécnica.
- Costa, S. G. (2017). Impactes Ambientais de Sistemas Fotovoltaicos Flutuantes. Tese de Mestrado integrado em Engenharia da Energia e Ambiente, apresentada à Universidade de Lisboa.
- EDIA - Sociéte de développement et d'infrastructure d'Alqueva, S.A. (2019). Alqueva project, à l'adresse <http://www.edia.pt/pt/oque-eo-alqueva/doterorio/103>
- EDIA (2008). INFOALQUEVA - Folha Informativa nº1, 2008. Beja: EDIA- Empresa de Desenvolvimento e Infraestruturas do Alqueva.
- EDIA (2011). Circuito Hidráulico de São Matias. Estudo de Impacto Ambiental. Vol. 3 – Resumo não Técnico. Beja: EDIA- Empresa de Desenvolvimento e Infraestruturas do Alqueva.
- EDIA (2017a). EDIA aposta nas Energias Renováveis. Fotovoltaico Flutuante no Regadio de Alqueva (note de presse de 30/1/2017). Beja.
- EDIA (2017b). Alqueva Sustentável 2016. Relatório de Sustentabilidade. Beja: EDIA- Empresa de Desenvolvimento e Infra-estruturas do Alqueva (au site http://www.edia.pt/folder/galeria/ficheiro/56_relatorio_sustentabilidade2016_20ag17_4vxzk75war.pdf).
- EDIA (2017c) Relatório e Contas a 30 de Junho de 2017. Beja: EDIA- Empresa de Desenvolvimento e Infraestruturas do Alqueva
- Leitão, António Eira. A Energia Hidroelétrica em Portugal (accédé le 7/7/2018 au site <http://pt.hidroerg.pt/uploads/2/2/1/5/22154310/artgo>
- Perez, M., Perez, R., Ferguson, C. R., & Schlemmer, J. (2018). Deploying effectively dispatchable PV on reservoirs: Comparing floating PV to other renewable technologies. *Solar Energy*, 174, 837–847.
- Sahu, A., Yadav, N., & Sudhakar, K. (2016). Floating photovoltaic power plant: A review. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 66, 815–824.

Projeter les futurs possibles d'un territoire à partir de ses ressources : Réflexions sur une expérience pédagogique située

François Nowakowski

Urbaniste, architecte, enseignant-chercheur, ENSA Lyon

Cette communication s'appuie sur une démarche pédagogique co-construite entre une équipe d'enseignants et chercheurs de l'École Nationale Supérieure d'Architecture de Lyon avec les acteurs d'un territoire rural ardéchois, la communauté de communes du Val-de-Ligne¹. Cette démarche s'est fondée au croisement des préoccupations éthiques et politique d'un collectif d'enseignants avec les attentes des acteurs d'un territoire. Les questionnements de l'équipe d'enseignants-chercheurs, issus de différentes disciplines (ethnographie, sociologie, urbanisme, architecture...)² portent sur les conditions d'émergence d'alternatives aux processus de globalisation et de métropolisation dans les territoires ruraux, en interrogeant les processus de co-évolution des établissements humains avec leur(s) territoire(s). Ces questionnements sont entrés en congruence avec les interrogations de différents acteurs d'un territoire ardéchois, la communauté de communes du Val de Ligne, en déprise économique et démographique mais néanmoins engagée dans une démarche de revitalisation structurée autour d'une politique d'amélioration de l'habitat. La notion de « biorégion » (Magnaghi, 2012), prise dans la définition faite par l'école territorialiste italienne a été proposée et partagée comme prisme commun pour comprendre le territoire et projeter son évolution.

La démarche de coopération, engagée depuis quatre ans, offre par conséquent un terrain d'expérimentation privilégié pour réfléchir, avec les étudiants, acteurs et habitants de la vallée, aux évolutions des modes d'habiter et à la manière dont le territoire peut disposer de ressources, locales, pour s'engager dans un processus de reterritorialisation (Magnaghi, 2003). Ce processus s'appuie sur la (re)mobilisation de ressources territoriales qui constituent un héritage commun (Poli, 2018) qui méritent d'être réinterrogées dans leur capacité à répondre aux besoins contemporains et à engager la transition du territoire vers un développement soutenable. Ce processus de remobilisation s'appuie sur une démarche prospective, développée à travers le dispositif pédagogique de l'atelier de projet. La capacité des étudiants et des étudiantes à identifier les ressources, à en tester les potentialités et à les figurer, par la démarche de projet, permet ainsi d'ouvrir le débat avec les acteurs à partir de projections situées qui rendent de manière tangible et crédible des futurs possibles. Plus que des ressources locales latentes, c'est donc à partir des futurs possibles du territoire que la démarche permet d'interpeller les acteurs et habitants du territoire et la diversité de leurs ressources. La démarche de projet est mobilisée ici non pas uniquement comme vecteur de réponse à des enjeux locaux mais comme outil de compréhension et de connaissance du territoire (Vigano, 2013).

A partir de cette coopération et des expériences pédagogiques auxquelles elle donne lieu depuis quatre années, cette communication se propose donc d'interroger les modalités de formulation et d'émergence d'une approche prospective dans un territoire rural qui

s'appuie sur les héritages et ressources de territoire en identifiant la capacité de ces dernières à constituer le support d'une démarche d'invention de nouvelles territorialités.

Références bibliographiques :

MAGNAGHI Alberto, *Le projet local*, Sprimont, Mardaga, 2003

MAGNAGHI Alberto, *La biorégion urbaine, petit traité sur le territoire bien commun*, Paris, Eterotopia France, Rhizome, 2012

POLI Daniela, *Formes et figures du projet local, la patrimonialisation contemporaine du territoire*, Paris, Eterotopia, 2018

SÔDERSTROM Ola (dir.), *L'usage du projet*, Lausanne, Payot, 2000

VIGANO Paola, *Les territoires de l'urbanisme - Le projet comme producteur de connaissances*, Genève, MetisPresse, 2013

¹Acteurs locaux partenaires : Communauté de communes du Val-de-Ligne, CAUE d'Ardèche, PNR des Monts d'Ardèche

² Nadine Roudil, Nadine Ribet, Sandra Fiori, Florimond Gauvin, Jean-Yves Quay

Life expectancy of places in rural areas. The case of Pinhal Interior Sul

Fernando Ribeiro Martins, Rui Pedro Julião, Nuno Pires Soares

Fernando Ribeiro Martins, Rui Pedro Julião, Nuno Pires Soares
Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais (CICS.NOVA), NOVA FCSH
fermar@fcsb.unl.pt, rpj@fcsb.unl.pt, nhpssoares@fcsb.unl.pt

The demographic dynamics of rural areas in Portugal have led to their progressive depopulation, with a considerable number of places registering successive lowering of its resident population. Starting from a concept usually applied to "determine the approximate number of years that a certain group of individuals born in the same year will live, if the same conditions were maintained from birth" (INE), a methodology was created to measure the expected life time of places in five municipalities of the interior center (former NUT III Pinhal Interior Sul). A total of 403 places with population losses were identified between 2001 and 2011. Subsequently, its evolution was analyzed over the last three decades. The results support the alert to the depopulation and aging problems in inland areas whose tendency does not register changes until today, notwithstanding the fact that it has been a long known subject and to gather a national consensus. If nothing is done, there is a risk that more than 350 small places will be completely depopulated in the Pinhal Interior Sul, in the period of two generations (50 years), with the natural consequences for the economy and the ecosystem of that territory.

Adaptations contemporaines d'une communauté ancestrale de bergers basques

Francisco Urrego

Anthropologie et ethnologie. Université de Toulouse Jean Jaurès, CIRAD
francisco.urrego@gmail.com

Sur la route de La Soule, la plus petite province du Pays basque français, les Pyrénées se révèlent dans toute leur diversité : leurs reliefs, sommets et vallées, faune et flore. Accessibles à travers une multitude de routes qui les traversent, les montagnes souletines dessinent un paysage bien particulier, parsemé par les cabanes des bergers dénommées Cayolars (terme béarnais) ou Olhas (du basque souletin). Elles sont témoins de vécus particuliers à travers une forme spécifique de travail pastoral collectif sur les terres communes de leurs montagnes : la communauté du Cayolar et son système de rotation des tâches. Dans cette dernière les bergers et leurs troupeaux se réunissent durant l'été afin de constituer un seul et unique groupe de travail. Le reste de l'année, ce collectif de travail en lien avec la nature se retire dans les fermes ou "baserriak" : hommes et animaux cohabitent dans les fermes et montagnes souletines. Cette cohabitation implique beaucoup plus qu'un simple lien utilitaire de l'homme vers la nature domestiquée. Ce type de relation est, selon l'anthropologue Maurice Godelier (2010), fondamentale, car « de toutes les forces qui mettent l'homme en mouvement et lui font inventer de nouvelles formes de société, la plus profonde est sa capacité de transformer ses relations avec la nature en transformant la nature elle-même ».

Considérant cela, notre travail a étudié la façon dont les bergers basques habitent et domestiquent la montagne, sous l'hypothèse suivante: après avoir saisi la complexité de la relation berger/montagne, on peut identifier la logique qui ressort des particularités du système pastoral souletin, du travail collectif du Cayolar, ainsi que de la gestion des terres communes et du futur de la ruralité et des petites exploitations dans cette région.

L'hypothèse en question survient après un travail de terrain, dans le cadre du Master d'Anthropologie sociale et historique au sein de l'université de Toulouse Jean-Jaurès, où nous avons étudié la possibilité d'une typologie de bergers et bergères qui transhument sur les terres communes des montagnes de Larrau et Sainte-Engrâce. Il a été conclu suite à cette recherche que l'image du berger qui "entretient la montagne et qui prend soin du paysage", est celle qui prévaut parmi eux. Le terme commun qu'ils utilisent pour définir leur profession est celui de "faire vivre la montagne". Afin de découvrir en quoi consiste le principe en question et ce que cela implique, il est apparu nécessaire de se rendre directement sur le lieu des pratiques pastorales de "transformation de la nature" et de domestication de celle-ci. Par conséquent nous avons commencé à habiter la montagne avec les bergers pendant la saison de l'estive, en partageant toutes les fonctionnalités que le berger accomplit sur la montagne.

Afin d'étudier cette hypothèse, la recherche a porté, avec une perspective ethnographique et anthropologique, sur l'identification de la manière qu'ont les bergers d'habiter sur la montagne : l'évolution du système pastoral et du travail collectif du cayolar, l'aménagement de la montagne, la modernisation des cabanes et la cohabitation avec des « anciens cayolars » qui constituent une sorte de « conscience historique et patrimoniale de la montagne », l'assimilation du tourisme qui a cours grâce aux routes qui traversent la montagne et les particularités de la gestion des terres communes.

La méthodologie est constituée de deux moments : un moment des entretiens et sondages dans les fermes, suivis d'une analyse par théorisation ancrée (Glaser et Strauss, 2010) (Lejeune, 2014) ; et un autre d'immersion à travers l'observation participative (de Sardan, 1995), en profitant du réseau de contact établi lors de la première approche de terrain afin de sélectionner un groupe de bergers particuliers pour travailler avec eux autant dans les fermes que dans les cayolars.

DE SARDAN O., 1995, La politique du terrain, Enquête

GLASER B. et STRAUSS A., 2010, La découverte de la théorie ancrée. Stratégies pour la recherche qualitative, Ed. L'EHESS

GODELIER M., 2010, L'idéal et le matériel, Flammarion

OTT S., 1995, Le cercle des montagnes, Ed. CTHS

Depopulation, ageing and wildfires: consequences on land use in rural Portugal

Dulce Pimentel, Fernando Martins, Teresa Santos

Dulce Pimentel¹, Fernando Martins², Teresa Santos³¹²³ CICS.NOVA Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais, NOVA FCSH, Portugal

1 dpimentel@fcsb.unl.pt; 2 fermar@fcsb.unl.pt; 3 teresasantos@fcsb.unl.pt

Portuguese central mainland settlement is characterized by several small and very small villages relatively close to each other, most of them under one hundred inhabitants, with the exception of municipalities with larger towns and cities. Over the past decades, this pattern has become more pronounced due to population decline and ageing combined with weak economic dynamics and lack of employment (INE, 2017; Bandeira, 2014; Martins, 2011). Because of the lack of manufacturing, the service sector is the largest employer based mainly on the non-productive public sector (council workers, old-age care centers ...). In fact, other than small shops and restaurants, the overwhelming majority of the population in these rural areas depend on state support (old age pensions) and also from very traditional agricultural methods. Olive grove and forest have been an important complement to the families' incomes, but the progressive abandonment in past decades, mostly due to lack of labor, as well as the devastating wildfires, has threatened these local resources.

The aim of this communication is to analyze the transformations that occurred in these interior regions of mainland Portugal, focusing on the municipality of Mação, quantifying, whenever possible, the transformations occurring in the territory, whether at the demographic, socioeconomic level or in land use. Given the similarities (characteristics and problems) between the municipality of Mação and other municipalities of the Center Region, we believe that it is possible to extrapolate the results obtained here to a wider area of the central interior of mainland Portugal.

The methodology is based on a case study of the municipality of Mação, located 175 km northeast from Lisbon. We will analyze data on population dynamics and settlement and also specific studies to understand the context of these dynamics. Based on the official information available on land use and land coverage (COS, 2007 and 2015), we will analyze and quantify land use changes in that municipality over a decade. Because the region has been affected by major forest fires, we will also identify the burnt area perimeters in the last decade to understand the impacts that forest fires have had on vegetation, the way of life and the region's economy. The analysis carried out at the municipal level will be complemented with a higher detailed analysis of the evolution of property in a small village in the last decades.

References

- Bandeira, Mário Leston (dir.) (2014). Dinâmicas demográficas e envelhecimento da população portuguesa. Lisboa: Fundação Francisco Manuel dos Santos.
- DGT. Carta de Uso e Ocupação do Solo (COS 2007 e 2015)
http://www.dgterritorio.pt/cartografia_e_geodesia/cartografia/cartografia_tematica/cartografia_de_uso_e_ocupacao_do_solo_cos_clc_e_copernicus/
- INE (2017). Retrato Territorial de Portugal.
- Martins, Fernando Ribeiro (2011). Pinhal Interior Sul e o regresso de emigrantes (1975-2001). Lisboa: Fundação Calouste Gulbenkian.

L'accès aux services dans les territoires à faible densité. Enjeux et défis dans le Baixo Alentejo (Portugal)

José Afonso Teixeira

CICS.NOVA – Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais
NOVAFCSH. Departamento de Geografia e Planeamento Regional
joafteix@fcs.unl.pt

Les territoires à faible densité ont connu de profonds changements au cours des dernières décennies, affectant systématiquement les chances des personnes d'y vivre et de travailler. Les communautés rurales ont connu une grande variété de trajectoires de développement. Certaines zones rurales sont très actives dans la formation de leur propre destin : elles ont réussi à moderniser l'agriculture et à tirer parti de l'amélioration de l'accessibilité aux centres urbains, des aménités environnementales et des liens croissants entre la société et la nature ; mais la plupart ont subi un processus de perte de population et de vieillissement (Escalona Orcao et Díez Cornago, 2007) , et certaines « n'ont pas réussi à surmonter ce cercle vicieux du sous-développement » (Brown et Schucksmith, 2016) adoptant une stratégie de développement durable.

Au Portugal, la faible densité de la population, définie à partir d'un seuil inférieur de 30 habitants au km², marque de son empreinte l'espace national : 35 % des communes portugaises, 59 % du territoire, 652.000 résidents permanents (Recensement 2011). Depuis les années 1960, ces territoires ont subi une perte marquée de population et ni leurs principaux centres urbains ont pu résister à ce processus. À partir des années 1970, les conditions de vie ont beaucoup amélioré (augmentation du revenu moyen ; accès aux services de santé, éducation et protection sociale ; accès à l'eau courante et à l'assainissement, électricité, téléphone, à la télévision et à l'Internet ; généralisation de la voiture et amélioration du réseau routier). Cependant, au cours des dernières décennies, le déclin rapide de la population et leur vieillissement, ainsi que les effets de la crise financière de 2008, ont remis en question ce modèle social. La faillite démographique a conduit au dépeuplement de vastes zones du territoire portugais; la crise économique et financière a justifié la réorganisation administrative (agrégation) des communes et la concentration / fermeture et marchandisation de nombreux services d'intérêt général. Nouvelles situations d'inégalité spatiale et d'exclusion sociale émergent: dans les zones où la population est plus rare et âgée, les services d'intérêt général et le commerce de base ne sont plus rentables et ne sont plus disponibles localement (Mitnick et al., 2015). Lorsque les résidents parviennent à contourner les difficultés, ils ne peuvent s'empêcher de penser que leur territoire est en perte et abandonné.

L'article analyse les dynamiques, spontanées et induites, de l'offre commerciale et de la prestation de services dans un territoire à faible densité (Baixo Alentejo), caractérisé par une performance économique faible et une population vieillissante. La principale

question de recherche est la suivante: comment la concentration territoriale des services et des commerces peuvent-elle affecter l'accès de la population à ces services et, par conséquent, leur qualité de vie? La méthodologie est basée sur l'analyse (a) de l'état des connaissances à partir de textes de référence et d'études de cas similaires; (b) de données statistiques sur l'étude de cas; (c) des résultats d'une enquête auprès des habitants des communes rurales du Baixo Alentejo. L'article est structuré comme suit: (1) une brève description des narratives sur la réorganisation des services d'intérêt général et du commerce de détail dans les territoires à faible densité; (2) l'analyse de quelques données statistiques sur la démographie e la réorganisation territoriale des services et de la vente au détail; (3) l'analyse des résultats d'une enquête aux résidents dans les communes rurales pour comprendre les conséquences des changements au niveau de l'offre des services et des commerces ; (4) remarques finales sur les effets au niveau du système territorial. Les résultats préliminaires montrent qu'il y a un renforcement de la polarisation aux centres urbains principaux (à son tour plus dépendants de pôles extérieurs) et le risque de marginalité fonctionnelle et sociale d'une grande partie du territoire et de sa population, au détriment d'une perspective de développement durable.

Mots-clés : commerce de détail ; développement durable; espace rural ; services d'intérêt générale ; territoires à faible densité ; le Bas Alentejo (Portugal).

Références

- Escalona Orcao, A. I. & Díez Cornago, C. (2007). Accessibility to basic services in one of the most sparsely populated areas in Europe: The province of Teruel (Spain). *Area*, 39 (3): 295-309.
- Mitnick, P., Cumberworth, E., & Grusky, D. (2015). Social mobility in a high inequality regime. *Annals of the American Academy of Political and Social Science* 663(1), 140-184. DOI: 10.1177/0002716216637048.
- Brown, D. L. & Shucksmith, M. (2016). A new lens for examining rural change. *European Countryside*. · 2· 2016 · p. 183-188 DOI: 10.1515/euco-2016-0015.

Intangible cultural heritage narratives in Portugal

Filipa Ramalhete, Teresa Santos, Nuno Soares

Filipa Ramalhete¹, Teresa Santos², Nuno Soares³

¹ CEACT/UAL – Centro de Estudos de Arquitetura, Cidade e Território da Universidade Autónoma de Lisboa

¹²³ CICS.NOVA Centro Interdisciplinar de Ciências Sociais, NOVA FCSH, Portugal

¹ framalhete@autonoma.pt; ² teresasantos@fcs.unl.pt; ³ nhpssoares@fcs.unl.pt

In 2003, UNESCO approved the Convention for the Safeguarding of the Intangible Cultural Heritage, adding this category to the ones already existent in the World Heritage List.

Intangible cultural heritage has gained a growing importance in local strategies for territorial branding. Since 2004, 508 elements from 122 countries have been classified within this category from a wide range of cultural assets. The Portuguese state proposed with success five elements: Fado (2011), Cante Alentejano, polyphonic singing from Alentejo (2014), Manufacture of cowbells (2015), Bisalhães black pottery manufacturing process (2016, the last two inscribed in List of Intangible Cultural Heritage in Need of Urgent Safeguarding) and Craftmanship of Estremoz clay figures (2017). Portugal also participated in two collective proposals: Mediterranean Diet (2013) and Falconry (2016).

Except for Fado, all the elements classified are related to rural cultural assets, suggesting, on one hand, the will to protect practices from pre-industrial times that may be at risk of disappearance and, on the other hand, the objectification of these local practices as representative of authentic and unique cultures, but with significance at a national level. Starting from the proposals dossiers detailed analysis and of the media coverage, this paper will focus on the construction of the narratives behind these elements' choices, as political and social strategies for territorial promotion.

***Community-Led Local Development (CLLD) in the Portuguese rural territories:
policy challenges and LAG positions***

David Canaveira, Luís Moreno, Eduarda Marques da Costa

David Canaveira; Federação Minha Terra (davidcanaveira@campus.ul.pt)

Luís Moreno; Universidade de Lisboa, IGOT/CEG (luis.moreno@campus.ul.pt)

Eduarda Marques da Costa; Universidade de Lisboa, IGOT/CEG (eduarda.costa@campus.ul.pt)

Due to the failure of the former European policies for the development of rural areas, resulting from their almost exclusive focus on increasing agricultural production and farmers' income, a major turn took place in the early 1990s. We refer to the neo-endogenous rural development approach (Pisani et al., 2017), which favours the development of local strategies, implemented in concrete territories, designed and implemented by local actors, organized in partnerships known as Local Action Groups (LAGs) and based on the sustainable use of endogenous resources. This methodology was implemented as a Community Initiative Programme, known as LEADER (acronym from the French “Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale”, meaning “Links between actions for the development of the rural economy”), during three programming periods, between 1991 and 2006, and was included in the Rural Development Programmes in the 2007-2013 period. In the 2014-2020 programming period, LEADER continues within the Community-Led Local Development (CLLD) approach which, in addition to the funding through the EAFRD, as in 2007-2013, has included the possibility that the strategies could also be financed through the other Cohesion Policy funds. In the Portuguese case this possibility was adopted in the Partnership Agreement and transposed to the national framework.

The work now presented, in the framework of the "Sustainable development and dynamics of rural territories" axis, and based on academic and practical research by the first author (Canaveira, 2018), explores the problems identified by the Portuguese LAGs in the current framework, their expectations regarding the future of the rural development policy, in particular of the LEADER/CLLD approach, how they are preparing for the challenges of the next programming period, the ways in which they intend to engage in new initiatives aiming to enhance rural territories and communities and, in general, what are their objectives for the sustainable development of their territories.

The methodology followed consisted essentially of structured interviews / surveys to representatives of one sixth of the 60 Portuguese rural LAGs. The answers allowed to identify problems of the current framework, which were recognized as being associated with an excessive pre-formatting of the measures, attributed to the lack of auscultation of the LAGs by the authorities when designing them, the lack of freedom for the LAGs to adapt the strategies to the real needs of the territories, but also the bureaucracy resulting from the use of different programmes. The research also allowed to note an alignment of

the LAGs with the positions of the organizations representing them, regarding the proposals for the future of the approach.

These proposals are in conflict with those of the European Commission, which include a reduction on the funding for rural development, the withdrawal of EAFRD from the new Common Provisions Regulation (CPR) and an increased control of Member States on the CAP, being up to them to define national CAP Strategic Plans. In turn, several European rural development organizations have put forward proposals for the creation of single national programmes for CLLD, with a single financing fund, a single managing authority and a single paying agency. In addition, at least in the Portuguese case, several governmental initiatives that enhance the involvement of LAGs and/or the associations behind them, and reinforce the multilevel governance, have been presented, covering areas ranging from the support for young rural entrepreneurs, family farming, organic farming or forestry development to solutions to climate change and the Sustainable Development Goals (SDG).

References

- Canaveira, D. (2018). *Desenvolvimento Local de Base Comunitária. Tendências e Perspetivas a partir da Federação Minha Terra*. Universidade de Lisboa, IGOT, Relatório de Estágio de mestrado em Políticas Europeias: Desenvolvimento e Coesão Socioterritorial, 98 p. + anexos.
- Pisani, E., Franceschetti, G., Secco, L., Christoforou, A. (Eds.) (2017). *Social Capital and Local Development. From theory to empirics*. London, Palgrave Macmillan, 516 p.

Le manioc: une culture de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire

Akoua Assunta Adaye

Maître-Assistant
Institut de Géographie Tropicale (IGT)
Université Félix Houphouët Boigny
Abidjan, Côte d'Ivoire
adayeakoua@yahoo.fr

Le manioc est traditionnellement considéré comme une culture du pauvre et de soudure, apportant des revenus plus faibles par rapport à d'autres cultures vivrières et aux jours de travail investis. Cependant, il garde une place importante. Sa saison de récolte est désormais complémentaire avec celles d'autres cultures (igname, riz, maïs) et contribue ainsi à la sécurité alimentaire tout au long de l'année. Sur certaines terres moins fertiles, le manioc peut s'avérer la seule culture possible, ou du moins le choix le moins défavorable, pour assurer un revenu, tout en limitant le risque d'échec de la récolte. Le potentiel du manioc comme culture de rente suscite de ce fait un regain d'intérêt, en raison de l'augmentation de la demande, mais aussi de la revalorisation du prix des produits dérivés.

La croissance rapide de la population urbaine ivoirienne de 3,8% l'an, a favorisé son essor. Des régions entières du pays sont aujourd'hui spécialisées dans la production, la transformation et la commercialisation du manioc, donnant un emploi à des milliers de femmes à travers tout le pays, tant en milieu rural qu'urbain.

Au regard de tout ce qui précède, ce présent article se propose d'analyser le nouveau rôle du manioc dans les ménages ivoiriens. L'atteinte de cet objectif, passe par la recherche documentaire et les enquêtes de terrain. Il ressort de cette investigation que le manioc de par son potentiel de productivité, répond à une demande croissante des besoins alimentaires des urbains et des ruraux. Il offre une diversité de sous-produits dans le choix alimentaire des consommateurs et a une valeur nutritive, ce qui fait de lui un vivrier de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.

Mots clés : Côte d'Ivoire, aliment de soudure, Sécurité alimentaire, manioc.

Références bibliographiques

AgriGuide : <http://www.agriguide.org/index.php?what=agriguide&id=157>

AYISSI Zacharie Merlin, 2007, Essai d'élaboration et caractérisation d'un biocarburant à base de manihot esculenta grantz, Université de DOUALA - DIPET II (Master II).
http://www.memoireonline.com/03/12/5456/m_Essai-d-elaboration-et-caracterisation-d-un-biocarburant--base-de-manihot-esculenta-grantz12.html

François Ruf, « 'Les Baoulé ne sont pas des oiseaux pour manger du riz'. », Anthropology of food [Online], Migrations, pratiques alimentaires et rapports sociaux, Online since 25 décembre 2010, Connection on 07 janvier 2011. URL : <http://aof.revues.org/index6686.html>

- Koffié-Bikpo C.Y., 2011, « La culture du manioc à Bonoua, un atout pour la sécurité alimentaire », In : Koffié-Bikpo C.Y., et Nassa Axel Dabié Désiré. (ed), Mutation de l'espace agricole face à la demande en produits vivriers, Production vivrière et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, L'Harmattan, Côte d'Ivoire, pp 185-199.
- KOFFIÉ-BIKPO Céline Yolande, et Nassa Axel Dabié Désiré, 2011, Production vivrière et sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, L'Harmattan, Côte d'Ivoire, 271 p.
- KOLA Edinam, 2012, « Evolution récente de la production du maïs dans la région des plateaux au Togo : tendances, fondements et contraintes ». In Ahoho, No 9 – 6e année, pp. 104-120
- LEONARD Eric et VIMARDS Paul, 2005, Dynamique des populations, crises et recompositions socio-économiques sur les anciens fronts pionniers du sud-ouest ivoirien, Paris, IRD-Karthala, 368 p.
- PPAAO/WAAPP, 2013 : Analyse des chaînes de valeur régionales du manioc en Afrique de l'Ouest : Etude de cas de la Côte d'Ivoire, CORAF, 46 p.
- RONGEAD, OCPV, CHIGATA, 2015 : Etude de la filière manioc en Côte d'Ivoire, CFSI, 87 p.
- SOULE Bio Goura, al., 2013, Analyse de la structure et la dynamique de la chaîne de valeur du manioc au Bénin, LARES, Bénin, 70p.
- UE, MINAGRI, 2014, Etude pour l'Elaboration de la Stratégie Nationale de Développement des Cultures vivrières autres que le riz (SNDCV), rapport final, 112 p.

Crise des modèles de développement agricoles en Tunisie : inégalités d'accès aux ressources agricoles et stratégies d'adaptation des exploitants agricoles dans le bassin versant de Lebna au Cap Bon

Emna Khémiri, Irène Carpentier

Emna Khémiri, doctorante en géographie, laboratoire LADYSS, Paris I.
Irène Carpentier, docteure en géographie, Post-Doc ERC TARICA, LADYSS, Paris I

Pays méditerranéen, la Tunisie subit de plein fouet les effets du changement climatique. Avec une disponibilité d'eau avoisinant les 450 m³/hab/an, elle est aujourd'hui classée en situation de stress hydrique. Pourtant les politiques de développement agricole restent avant tout pensées par rapport aux zones irriguées, et focalisées sur l'intensification et l'augmentation des rendements des cultures à forte valeur ajoutée (agrumes, dattes, cultures maraichères) prisées sur les marchés internationaux. Par ailleurs, l'explosion des besoins en eau potable liés à la croissance démographique, au développement du secteur industriel fortement consommateur en eau, comme l'industrie textile, ou encore celle de l'agro-alimentaire, génère des pressions accrues sur la ressource en eau.

Dans ce contexte, l'exemple du bassin versant de Lebna dans la région du Cap Bon, au Nord Est de la Tunisie, illustre la fragilisation socio-territoriale des espaces agricoles en lien avec les politiques de développement agricoles mises en place, aggravant les disparités entre les exploitants et les territoires dans l'accès à l'eau, à la terre et aux circuits de commercialisation.

Naturellement bien arrosée, le Cap Bon est une région agricole stratégique pour la Tunisie, réputée pour ses cultures irriguées à fortes valeurs ajoutées – agrumes, tomates, piment, et plus récemment la fraise. A priori épargnée par les risques de pénuries, les territoires ruraux du Lebna sont pourtant soumis à des vulnérabilités multiples, en lien avec les disparités d'accès et de valorisation des ressources. Entre les petits exploitants familiaux pratiquant des cultures pluviales diversifiées à l'amont du barrage du Lebna et les maraîchers intensifs de la zone littorale à l'aval, l'accès et les modes de gestion des ressources varient. Cette diversité des formes de l'agriculture nous permet d'interroger la durabilité des modèles agricoles en nous intéressant à la diversification des stratégies d'adaptation des exploitants face aux problématiques posées par l'accès à l'eau ainsi que leur capacité à réactiver ou révéler de nouvelles ressources territoriales à même de répondre aux défis d'une économie régionale sous pression.

Reposant sur des enquêtes de terrain réalisées entre 2014 et 2018 auprès d'une diversité d'acteurs (institutions agricoles locales et régionales, gestionnaires de l'eau, exploitants agricoles⁵...) cette communication propose d'analyser : 1) le rôle des politiques publiques

⁵ Échantillon de 150 agriculteurs enquêtés dans le cadre – et avec le soutien – de l'ANR ALMIRA, programme de recherche sur les agrosystèmes pluviaux méditerranéens.

dans la fabrique des risques liés aux ressources en eaux et en terres,2) d'examiner les facteurs à l'origine de l'exacerbation des conflits autour de celles-ci, 3) de cerner les stratégies des différents acteurs et leur rôle dans la fabrique de nouvelles ressources territoriales.

Aménagement hydro-agricole et dynamique d'un espace rural. Cas de la plaine des Chtouka (Maroc)

F.SOLHY, L. OUHAJOU

SOLHY F.^a - OUHAJOU L.^b

^aLaboratoire Géo-environnement et Développement des Zones Arides et Semi-arides (GEDEZA), Faculté des Lettres, Université Ibn Zohr, Agadir, BP 29/S 80000, Cité Dakhla, Agadir, Maroc. *farah.solhy@gmail.com*

^bProfesseur habileté, laboratoire (GEDEZA), département de géographie, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines
agadir *ouhajou@gmail.com*

Depuis les années 72, la plaine des Chtouka a connu la réalisation de grande envergure: Le périmètre irrigué de Massa, qui s'étend sur une superficie de 18 300 Ha, l'état a introduit l'irrigation moderne, et tente de mettre en place un système de culture intensif. Cependant, des obstacles sérieux ont affrontés l'atteinte des objectifs prévus par les études initiales du projet. Après quatre ans de mise en service, le périmètre irrigué de Massa connaît une crise d'intensification qui s'exprime par la prédominance de la jachère et la céréaliculture intensive, alors que les cultures maraichère, pivot de la modernisation escompté ne s'étendent que sur une superficie insignifiante. Cet échec spectaculaire n'a pas duré longtemps, quelques années après, le périmètre a connu une large extension des cultures maraichère et ce après la libéralisation des plans d'assolement qui constituent aux agriculteurs et aussi aux aménageurs du périmètre une pierre d'achoppement à laquelle se heurte leur attentes et leur prévisions. Avec la libéralisation des plans d'assolement les agriculteurs ont introduit des cultures exigeantes en eau d'irrigation qui dépasse parfois les eaux mobilisé, et en main d'œuvres, qui se caractérise au début de la mise sous eau du périmètre par son instabilité, devant les conditions de travail difficiles, les faibles taux de rémunération, l'inexistence de structure d'accueil... Mais avec le relâchement de l'intervention de l'office de mise en valeur agricole depuis 1976, l'initiative et depuis laissée entièrement aux paysans, et ces après ce relâchement absolue que la plaine des Chtouka a connu des changements profondes au niveau démographique, économique et écologique.

Nous discuterons de cette problématique selon une démarche géographique conjuguant une revue bibliographique liée à la thématique et un travail de terrain basé sur l'observation directe et sur l'enquête auprès des principaux acteurs.

Mots-clés: Aménagement hydro-agricole - dynamique rural – plaine des Chtouka

Référence :

Aziki S., (1983) : "L'agriculture irriguée et l'aménagement d'un espace rurale méridional en pleine mutation : le cas du Souss aval, T3, Institut de Géographie d'Aménagement d'Aix-Marseille II, 387 p.

- Benchrifa A., (1980) : "Une région de Souss en cours de transformation: Chtouka et Massa". Étude de géographie agraire. Publication F.L.S.H., Université Mohamed V, Rabat, 226 p.
- Bernet G. et El hbil A., 1977 : Présentation du domaine atlasique. In : Ressources en eau du Maroc, N.M.S.G, Rabat, n°231, T.3, p :202-211.
- Pérrennès J.J., (1993) : "L'eau et les hommes au Maghreb. Contribution à une politique de l'eau en Méditerranée". Karthala, Paris, 646 p.
- Popp H., (1984): "La Question Hydraulique : Effets Socio-Géographique de La Politique des Barrages au Maroc", In : la question hydraulique, T2, I.A.V., Rabat, 266 p.
- Ouhajou L., (1996): "Espace hydraulique et Société au Maroc, Cas des systèmes d'irrigation dans la vallée du Dra", Publication F.L.S.H., Université Ibn Zohr, Agadir. Série thèses et mémoires n°7, 344 p.
- El mahdad E., Ouhajou L., Tazi H., Bouchaou L., (2005) : "Politique de gestion des ressources en eau et équité hydraulique, cas des bassin du Souss et du Dra", In Actes du colloque international, pauvreté hydraulique et crise social, Agadir, 12-15 décembre 2005.

Livre de Résumés / Book of Abstracts
Journées Rurales de la Commission de Géographie Rurale du CNFG
Dynamiques des campagnes et adaptation aux enjeux contemporains (Nord et Sud)